



Contrer la vague libertarienne en Belgique francophone.
Que répondre face aux partisans chez nous d'un
massacre (social) à la tronçonneuse?

Xavier Dupret

Août 2025

122.819 signes

Sommaire

Introduction (résumé)	4
Tronçonneuse. A manier avec la plus grande précaution... ..	6
Impostures argentines	11
Inévitable rupture avec le néolibéralisme ? Et un obstacle de taille.....	15
Des miléistes en Belgique? Petit exercice de démystification.	23
Mener la bataille culturelle en Belgique	34
Conclusion	40

Table des illustrations

Figure 1. De profondes différences entre la Belgique et l'Argentine	24
Figure 2. Les plus grandes capitalisations boursières en milliards de dollars. Evolution entre 2005 et 2022.....	31

Introduction (résumé)

La grande vague de droite populiste qui déferle sur le monde a également frappé la Belgique francophone en juin 2024. Il n'y avait d'ailleurs pas spécialement de raisons pour que nous y échappions éternellement. Et donc, chez nous aussi, les publications encensant la politique de la tronçonneuse de Javier Milei en Argentine se multiplient sur les réseaux sociaux. L'idée sous-jacente est que partout dans le monde, la même démarche devrait être adoptée avec à la clé, d'excellents résultats car bien entendu, dans ces publications, le nouveau président argentin est présenté comme un sauveur, en dépit, d'ailleurs, des nombreux mouvements sociaux qui secouent la patrie d'Evita. La chose a interpellé les jeunes FGTB qui ont demandé cette étude à notre association en vue de la publication d'un résumé dans leur magazine « Camarade ! ».

Il va de soi que comme toute entreprise de communication politique, la vague pro-Milei, qui a attiré l'attention de nos jeunes camarades, procède d'une dimension idéologique au sens marxien du terme. Précisons la définition de ce concept. L'idéologie désigne chez Marx, un mode de légitimation d'une domination de classe propre à une époque de manière à présenter la défense de ses intérêts comme une valeur universelle. Les plaidoyers pro-Milei relèvent typiquement de ce type d'approches. Comment peut-on faire d'une politique de tentative de sortie de crise menée dans un contexte si particulier (l'Argentine, c'est-à-dire un pays du Sud abonné aux défauts de paiement sur sa dette extérieure) un modèle pour des Etats développés comme la Belgique? Un tableau récapitulatif synthétisera d'ailleurs les différences structurelles entre les économies belge et argentine (voir page 24). Vue sous cet angle, la mode Milei devrait déjà mettre la puce à l'oreille, pour le dire familièrement, aux gens qui se posent les (bonnes) questions.

Quand on veut dissiper les voiles brumeux de l'idéologie, revenir au contexte des choses, c'est effectivement toujours très important. On commencera cet exercice en se demandant si l'austérité, ça marche au final. Les exemples de politiques de réduction drastique des dépenses publiques ne manquent pas en Europe. Une fois que nous aurons décortiqué le mythe de l'Etat qui doit se gérer comme un ménage, nous verrons également en quoi la présidence de Milei et ce que la doxa dominante nous présentent comme d'indéniables succès, en vertu de spécificités propres à l'économie argentine, constituent une expérience à la fois particulière et très localisée (et à ce titre, difficilement applicables aux économies les plus riches de la planète) mais aussi sans doute de court terme. Il est, à ce propos, indéniable que l'Argentine a déjà connu bon nombre d'hommes providentiels qui dans le passé, se sont présentés en prophètes des temps meilleurs et se sont surtout servi du pouvoir à des fins d'enrichissement personnel.

Nous examinerons ensuite, dans ses grandes lignes, les propositions du libertarianisme en tant que philosophie politique. Nous verrons en quoi elle se différencie du courant libéral

classique. Une fois cette comparaison effectuée, nous vérifierons que sous des dehors faussement émancipateurs, les schèmes fondamentaux de la pensée libertarienne l'ancrent, au contraire de la tradition des Lumières, dans une mouvance néo-réactionnaire de droite radicale. Après ce rapide survol, nous verrons comment cette entreprise de droitisation des termes de référence du débat public est en train de s'organiser en Belgique aujourd'hui. La question des formes de résistances à cette vague, dont Javier Milei est devenu une des figures de proue planétaire, sera clairement posée. En plus de l'ancrage associatif de la résistance organisée classiquement à partir du mouvement social dans sa composante syndicale, la question du débouché politique de ces luttes sera posée dans le contexte spécifique de la Belgique. Ce sera l'occasion de voir que la crise politique, que connaît Bruxelles pour l'heure, est sans doute profondément symptomatique, d'une part, de cette montée des nouvelles droites mais constitue également, d'autre part, une fenêtre d'opportunité permettant d'incarner un contre-discours hégémonique dans le cadre de la bataille culturelle faisant rage en ce moment chez nous en Belgique francophone.

Tronçonneuse. A manier avec la plus grande précaution...

On commencera par souligner, et ce n'est pas une nouveauté, que les réseaux sociaux permettent davantage la diffusion de slogans simplistes que de concepts élaborés. Ce constat ne signifie évidemment pas que tous les utilisateurs des réseaux sociaux diffusent des messages sommaires, pour ne pas dire primaires, au détriment d'une argumentation honnête. Au contraire, on ne compte plus le nombre d'experts qui ont choisi X (anciennement, Twitter) pour transmettre leurs connaissances. Il n'en reste pas moins qu'ils pourraient tout aussi bien le faire en publiant à intervalles plus ou moins réguliers sur le site du Monde. En revanche, on n'imagine pas les zéloteurs de la tronçonneuse soutenant dans les pages d'un quotidien de référence qu'un déficit public s'explique exclusivement par un excès de dépenses et que l'action de l'Etat est toujours qualitativement inférieure à celle du secteur privé.

Une telle proposition de carte blanche n'aurait, en effet, aucune chance d'être publiée. En effet, le registre de l'analyse économique ne corrobore en effet nullement ce type d'affirmations. Pour les disciples de Milei, un niveau élevé de dépenses publiques exerce forcément une pression négative sur l'épargne puisque l'intervention étatique (en ce compris, les politiques sociales) suppose un certain niveau de fiscalité. Cette pression fiscale diminuerait le niveau de l'épargne et du même coup, raréfierait le volume des capitaux susceptible de financer les investissements. Cette insuffisance serait alors susceptible de miner le potentiel de croissance d'une économie.

Sur cette base, la diminution des dépenses publiques constitue la piste prétendument adéquate pour soutenir la croissance. A vrai dire, ce discours n'est guère confirmé par les observations empiriques de la vie économique. En effet, les théories keynésiennes, qui ont posé le cadre des comptabilités nationales permettant de mesurer la croissance, ont avec le temps vérifié un rôle de stabilisateur dans le chef de la dépense publique. Lorsque la conjoncture économique bat de l'aile, la dépense publique permet d'injecter un surcroît de demande dans les rouages de la production et donc de soutenir le niveau de la croissance.

Certains éléments de la dépense publique doivent même considérés comme des stabilisateurs automatiques non liés à une décision politique d'octroyer des budgets de relance. Le déficit public n'est pas forcément le résultat d'un excès de dépenses. Il fait partie du fonctionnement économique normal d'un pays. En effet, il existe une régularité des crises économiques dans l'histoire. On parle de cycle des affaires. Ce dernier a été mis en lumière par l'économiste Clément Juglar (1819-1905) qui avait établi, à la fin du XIX^{ème} siècle, que les crises économiques revenaient à intervalles réguliers (plus ou moins tous les 8 à 10 ans). Marx lui-même avait noté un phénomène similaire en évoquant, dès 1848, une forme de répétition à caractère périodique de crises qualifiées par l'auteur du Manifeste de « commerciales » et à qui il attribue, peut-être un peu présomptueusement, la propriété sociopolitique de « menacer l'existence de la société bourgeoise »¹. Dans ces moments de méforme économique, puisque les entreprises réalisent de moins bonnes affaires, le montant des impôts collectés diminue.

¹ Engels, Friedrich et Marx, Karl, « Le Manifeste du Parti communiste » (1848), Editions Sociales, Paris, p.8.

Apparaît alors un déficit puisque le revenu de l'Etat baisse face à ses dépenses. Ce manque à gagner représente alors une forme de subside à l'activité économique puisque la dépense publique correspond à un certain nombre de décaissements permettant de stabiliser, lors des périodes plus creuses, l'investissement. Très concrètement, les dépenses courantes des pouvoirs publics soutiennent le Produit Intérieur Brut (PIB) et assurent parallèlement la mise en œuvre des biens et services permettant de répondre à certains besoins collectifs (comme la santé publique, l'enseignement ou encore la défense nationale). Si ce même gouvernement décide, malgré la baisse des recettes fiscales, de mener à bien un programme d'aménagement de voies de chemin de fer ou de pistes cyclables, il fait en sorte, via la construction de ces biens d'équipement, que les carnets de commande d'entreprises privées (par exemple, dans la construction) soient un peu mieux remplis. De même, en période de basse conjoncture, les gouvernements assurent un certain de transferts au bénéfice des ménages. Par exemple, si le nombre de faillites augmente, les allocations de chômage vont maintenir un certain niveau de consommation qui permettra aux entreprises de continuer à tourner. On peut reproduire le même raisonnement à propos des prestations de retraite ou encore de l'assurance maladie-invalidité. En procurant un revenu de remplacement aux travailleurs touchés par l'âge ou un accident de vie, elles solvabilisent la demande finale et permettent, dès lors, la réalisation de la production.

En outre, la frontière entre activité privée et finances publiques s'avère à y regarder de plus près assez mince. En effet, des transferts courants sont également mis en œuvre par les pouvoirs publics à des fins de subventionnement de l'investissement privé. Par exemple, la Belgique pouvait être considérée comme la vice-championne en la matière en Europe, derrière l'Autriche, du soutien financier aux entreprises. Selon L'Echo, le montant total de ces subsides, en ce compris les plans de réduction des cotisations de sécurité sociale, équivalaient chez nous à pas moins de 7,35% de la valeur ajoutée nette des entreprises privées en 2021, soit 15,7 milliards d'euros². Pour rappel, la valeur ajoutée nette désigne la valeur totale de la production dont on a déduit les consommations intermédiaires ainsi que les amortissements.

Cet indicateur permet donc de se faire une idée assez précise de la richesse réellement créée par les entreprises chez nous. On peut donc convenir très froidement que chaque fois qu'une entreprise en Belgique crée 100 euros de richesses, l'Etat (donc, en fin de compte, les contribuables) en ajoute 7,35. Pour l'heure, on accompagnera ce constat d'une hypothèse, à savoir que la volonté dans certains milieux sociaux de sortir la tronçonneuse viserait essentiellement à couper dans les dépenses sociales pour garantir une accumulation de capital renforcée pour le plus grand bonheur des détenteurs de capitaux, nos chers amis les actionnaires.

Les partisans de la tronçonneuse et d'une adoption sous nos latitudes des délires miléistes rétorqueront qu'un déficit, c'est forcément très grave puisque cela annonce, tôt ou tard, une augmentation de la fiscalité susceptible d'exercer une pression négative sur la croissance économique. Avant toute chose, on fera remarquer que la dette publique constitue une rente

² L'Echo, La Belgique championne des subventions aux entreprises, édition mise en ligne du 7 février 2023.

pour le secteur privé. Certaines composantes du Capital vivent donc au détriment d'autres de telle sorte que la dette publique ne constitue nullement une manière pour le secteur public d'aspirer indûment les ressources du privé que l'idéologie dominante nous présente familièrement, mais de manière erronée, comme un tout homogène. Plus fondamentalement, la thèse présentée plus haut constitue un pilier du courant néo-classique en économie. Elle a été mise au point à la fin de sa vie par l'économiste David Ricardo (1772-1823). Après un travail d'affinement au XXème siècle par des économistes américains proches du courant libertarien, la thèse de l'équivalence ricardienne a revêtu la forme suivante. Lorsque les pouvoirs publics choisissent de laisser filer le déficit comme on dit familièrement, les agents économiques, par un processus d'anticipation parfaitement rationnelle, craignent qu'une hausse des d'impôts n'interviennent dans le futur et par conséquent, augmentent leur épargne de telle sorte que les plans publics de relance ne changent pas grand-chose à la croissance du PIB puisqu'ils participent en fin de compte d'une éviction de la consommation privée par la consommation publique. Derrière cette hypothèse, on retrouve un certain nombre de postulats qu'il importe de déconstruire³.

Tout d'abord, pour Ricardo et ses disciples, tous les ménages d'un pays fonctionnent, et c'est une hypothèse très forte évidemment, comme autant de centres de calcul estimant en permanence les probabilités d'augmentation des impôts. C'est sur cette base qu'ils arbitrent en direct leurs décisions d'épargne ou de consommation. Le rapport au temps de ces ménages est articulé à l'idée de léguer un héritage, ce qui signifie que si la dépense publique augmente, tous les ménages épargnent pour que leurs descendants puissent faire face aux augmentations d'impôts. On trouve, derrière cette hypothèse, l'idée que les ménages fonctionnent comme des entreprises et cherchent à augmenter leur épargne comme si cette dernière constituait l'équivalent du profit. C'est un premier motif de contestation de l'équivalence ricardienne. En effet, dans l'immense majorité des cas, lorsque des ménages épargnent, c'est en vue d'une consommation ultérieure différée dans le temps.

Ensuite, dans le monde économique tel que se le représentent les libertariens, les marchés financiers fonctionnent de manière optimale de telle sorte qu'il n'existe aucune contrainte de liquidité. Les gens peuvent donc parfaitement repousser une décision de consommation puisque précisément, ils rencontreront toujours de la liquidité dans le futur. Il convient de s'attarder sur cette deuxième hypothèse tant elle touche aux limites de la fantasmagorie. En effet, des marchés financiers parfaitement liquides se caractériseraient par l'absence de volatilité puisqu'il y aurait toujours suffisamment de liquidité pour éviter des phénomènes de modification importante du prix des actifs. Pour être convaincu que cette hypothèse confine à l'absurde, il suffit de s'abonner à un journal financier et compter le nombre de moments où les marchés financiers, de par le vaste monde, s'emballent ou au contraire, s'effondrent selon les humeurs des agents. Le décalage avec l'univers de l'équivalence ricardienne est tout-à-fait stupéfiant.

³ Pour plus d'informations, Nicoletti, Giuseppe., « Consommation privée et endettement public en Italie et en Belgique : existe-t-il une relation stable? » in Observations et diagnostics économiques. Revue de l'OFCE, n°37, 1991. pp. 79-121.

Enfin, on doit souligner une autre limite inhérente au corps d'hypothèses constitutif de l'équivalence ricardienne comme théorie. Elle porte sur la représentation des impôts véhiculée par ce courant. Pour que tous les ménages réagissent de la même manière à la perspective que leurs impôts augmentent, il est impératif sur le plan théorique qu'ils soient tous taxés de façon identique. Cette hypothèse ne tient définitivement pas la route. Pour s'en convaincre, on vérifiera que factuellement, des régimes de progressivité plus ou moins forte de l'impôt existent partout dans le monde. Techniquement, l'impact de cet état de choses sur la consommation peut se poser en envisageant la question du revenu disponible sous l'angle de la propension marginale à consommer.

Cette dernière désigne la manière dont une unité supplémentaire de revenu va être orientée vers la consommation. Avec John Maynard Keynes (1883-1946), l'analyse économique a pu observer que la part du revenu consommée était supérieure chez les pauvres que chez les riches, pour dire les choses simplement. Autrement dit, en taxant davantage les foyers jouissant de revenus supérieurs, on permet aux ménages se situant plus bas dans l'échelle sociale de consommer davantage. Par conséquent, il est impossible d'affirmer qu'une augmentation de la dépense publique va se caractériser par une même restriction de la consommation dans tous les foyers fiscaux puisque la progressivité de l'impôt favorise, au contraire, la demande des ménages des classes populaires.

Pour toutes ces raisons, il apparaît que l'équivalence ricardienne ne constitue pas une hypothèse plausible permettant d'anticiper raisonnablement que les politiques de relance n'exercent aucun impact sur la croissance du PIB. Au contraire, on peut prouver que des politiques de compression des dépenses publiques, lorsque la conjoncture se caractérise par d'importantes difficultés, débouchent sur une destruction d'activité économique et partant, renforcent l'endettement relatif d'un pays. L'exemple de la Grèce, lors de la crise des dettes souveraines de la zone euro entre 2010 et 2013, le démontre amplement. Les difficultés économiques qu'a traversées le pays, suite à l'entrée en crise des banques allemandes dans la foulée de l'explosion de la bulle subprime, ont été aggravées du fait des programmes d'austérité qui ont été imposés au pays. C'est ainsi qu'entre 2008 et 2014, le PIB de la République Hellénique a baissé de 25%. Cette diminution du PIB, comparable à celle d'un pays en guerre, a débouché sur une augmentation du poids relatif de l'endettement public. A vrai dire, l'exemple de la Grèce prouve qu'en période de crise, des programmes impliquant de fortes coupures dans les dépenses jouent un rôle amplificateur des tendances à la destruction de capital. Les économistes parlent, à ce propos, de tendances procycliques. Au contraire, les politiques ne cherchant pas à tout prix à réduire le déficit dans les périodes de crise sont qualifiées d'anticycliques dans la mesure où elles démontrent un volontarisme face à la récession.

Ce détour nous permet de saisir la dimension idéologique des discours préconisant dans la sphère du débat médiatique de sortir la tronçonneuse pour régler nos problèmes de déficit

public⁴. En effet, puisque la grande majorité des analystes s'accorde pour reconnaître que des politiques de consolidation budgétaire menées en période de récession auto-entretiennent la morosité économique de par leur caractère procyclique, on peut et on doit considérer que le fait de prôner un rabotage massif des dépenses publiques en période de fort endettement public relève de l'idéologie tel que l'a entendu Marx. A savoir un discours masquant la réalité sociale pour justifier des intérêts de classe. La chose saute d'autant plus aux yeux qu'une partie des dépenses publiques augmente mécaniquement en période de crise. Que l'on songe, par exemple, aux allocations de chômage, lesquelles fournissent un revenu de remplacement aux travailleurs sans emploi et, à ce titre, soutiennent la consommation et en bout de chaîne, la croissance du PIB.

La littérature spécialisée évoque, à ce propos, un rôle de stabilisateurs automatiques pour ces dépenses. Elles ont d'ailleurs joué un rôle crucial lors de la crise financière de 2007-2008 en évitant tout simplement la réédition d'un scénario de crise du type de celle des années 1930, c'est-à-dire une crise déflationniste dans laquelle la suppression de la demande inhérente à la profondeur du repli de l'activité économique est amplifiée du fait de l'incapacité des pouvoirs publics à soutenir la consommation de manière pérenne. De manière fort générale, la stabilisation automatique désigne la capacité des finances publiques à atténuer l'impact de la conjoncture sur l'activité et, par là-même, à assurer la pérennité du système économique. Le mécanisme des stabilisateurs fonctionne spontanément de telle manière que « lorsque l'économie est en expansion, les impôts augmentent avec la hausse de la consommation et de l'emploi et les prestations sociales baissent avec le recul du chômage. La hausse des impôts et la baisse des prestations conduit alors à une réduction de la croissance. L'augmentation initiale de l'activité est donc réduite par le fonctionnement des stabilisateurs automatiques. La situation est symétrique lorsque l'économie connaît un ralentissement »⁵.

Bref, la tronçonneuse ne se justifie que si l'on peut, de manière certaine, exclure à long voire moyen terme la survenance d'une crise systémique de la même nature que celle de 2007. Or, il apparaît nettement que ce scénario est hautement improbable. Le niveau des dettes publiques ainsi que la précarité du statut de monnaie de référence mondiale du dollar permettent aujourd'hui de considérer que l'entrée en crise du système financier et monétaire international n'est plus, hélas, qu'une question de temps. Cette crise sera au demeurant particulièrement profonde puisqu'elle concernera l'ensemble du système financier international libéralisé dans la mesure précisément c'est le statut du dollar qui sera au cœur de cette crise à venir. Dans ces conditions, il sera particulièrement compliqué de trouver des actifs de substitution.

⁴ C'est ainsi que dans le cadre de la Foire du Livre 2025, le Centre d'études Jean Gol administré par le Mouvement Réformateur a organisé une conférence sobrement intitulée « Javier Milei va-t-il sauver ou plomber l'Argentine ? ». Dans la promotion de l'évènement, ce service d'études s'interrogeait sur « ce que la situation argentine peut nous apprendre en Europe ». Bref, une manière comme une autre de suggérer que l'on pourrait s'inspirer de Milei chez nous en Belgique francophone...

⁵ Solow, Robert, "Peut-on recourir à la politique budgétaire, Est-ce souhaitable ?" in Numéro spécial de Problèmes économiques "Les économistes face à la crise", n°2970, La Documentation française, avril 2009, p.35

En effet, les grands portefeuilles mondiaux sont gorgés d'actifs libellés en dollars. S'il est vrai que des alternatives monétaires existent (on songera notamment à l'euro ou au yuan), ces dernières sont encore trop récentes et trop limitées pour pouvoir faire de l'ombre au billet vert. Sans nul doute, le caractère radicalement systémique de la crise à venir permettra-t-elle d'assister à l'émergence d'une nouvelle architecture financière internationale davantage centrée sur ces nouveaux acteurs. Toutefois, la chose prendra du temps et par conséquent, la prudence impose de garder un maximum de stabilisateurs automatiques en état de fonctionnement en Europe.

Impostures argentines

Nous venons de vérifier que loin de constituer une anomalie, l'existence de mécanismes redistributifs procède d'une saine rationalité économique. A ce stade, on peut déjà repérer une première dimension idéologique dans le chef des pro-Milei en Belgique. Evidemment, la justice fiscale, quand on est plutôt placé en haut de l'échelle des patrimoines et des revenus, cela passe difficilement puisque les Etats modernes, quand ils suivent plus ou moins fidèlement, d'ailleurs, les recommandations de Keynes, pratiquent une imposition progressive des ménages.

A ce stade du débat notionnel, on pointera donc déjà une première contradiction entre les intérêts matériels des classes dominantes et la dimension de redistribution fiscale susceptible d'empêcher la survenance de crises systémiques du capitalisme. Ce premier élément est corroboré par l'absurdité d'une opération consistant à tirer des conclusions pour le monde développé à partir du cas d'espèce de l'Argentine, un pays du Sud que l'on appelait autrefois Tiers-monde. A ce propos, on n'hésitera pas à parler d'une imposture profonde. Le premier élément qui permet de justifier ce jugement lapidaire tient aux conditions macroéconomiques expliquant un tel souci de coupure dans les dépenses publiques en Argentine et que l'on ne retrouve pas en Belgique. En 2023, le taux annuel de l'inflation argentin était légèrement supérieur à 135% selon la Banque mondiale. Une des manières de résoudre cette équation consiste en une saignée de la circulation monétaire. D'où précisément le recours à la tronçonneuse, laquelle, d'ailleurs, n'a commencé à donner des résultats que de façon très graduelle. C'est ainsi que la première année de règne de Javier Milei s'est caractérisée, en réalité, par une progression du taux annuel de l'inflation, lequel se situait aux alentours de 208% tout au long de l'année dernière⁶. En revanche, la baisse a été spectaculaire en 2025 avec un taux annuel qui devrait se situer aux alentours de 32% selon la presse économique argentine⁷.

Si les choses se présentent bien, notamment du côté des importations énergétiques, il se pourrait même que l'inflation en Argentine tombe légèrement en-dessous des 30% cette année. En effet, aux dernières nouvelles, le taux mensuel d'inflation en Argentine s'est établi à 1,62% en juin 2025 (en hausse de 0,12 points de pourcentage par rapport au mois précédent)

⁶ Banque mondiale, Inflation, déflateur du PIB (% annuel) - Argentina, Url : <https://shorturl.at/CJgjd>. Date de consultation: 21 juillet 2025.

⁷ InfoBae, En 2025 la inflación será de 32% y el dólar aumentará casi un 30% según los analistas que releva el Banco Central, édition mise en ligne du 8 mai 2025.

et a atteint 15,1% sur l'année. Le taux annualisé à partir du mois de janvier continue de baisser et s'établissait, le mois dernier, à 39,42%. Il s'agit là de son niveau le plus depuis janvier 2021 mais toujours supérieur à celui de 2020 et la moyenne calculée entre 2011 et 2017. Cela dit, la force de la décélération est impressionnante de telle sorte que la prolongation de la tendance actuelle pourrait déboucher sur un niveau d'inflation en nette amélioration. A la même époque, on notait en Belgique une situation du point de vue de l'inflation qui n'incite pas au même niveau d'alarmisme que dans le cas argentin. En effet, on relevait chez nous un taux annuel d'inflation qui n'a dépassé les 10% qu'à l'occasion de la grande crise énergétique ayant accompagné l'entrée en guerre de l'Ukraine et de la Russie. En réalité, mêmes en intégrant dans nos calculs cette année exceptionnelle à plus d'un titre, le taux annuel moyen de l'inflation en Belgique depuis 2020 a été égale, en moyenne annuelle, à 4,53%⁸. Pour obtenir cette moyenne arithmétique, il faut intégrer deux années complètement atypiques, à savoir 2020 qui a présenté une progression de l'indice des prix chez nous de 0,75% et l'année 2022 qui s'est caractérisée par une hausse du niveau des prix de plus de 10%.

Il nous reste à resituer le rapport entre ces données chiffrées et le maniement de la tronçonneuse. Posons, en tout état de cause, que si l'on justifie le recours à l'orthodoxie budgétaire en lien par la vigueur de l'inflation, les situations argentine et belge sont très peu comparables. Pour parvenir à endiguer la hausse des prix en Argentine, l'administration Milei travaille sur la base de ce que l'on appelle la théorie quantitative de la monnaie. Cette dernière a été redéveloppée au XX^{ème} siècle par Milton Friedman (1912-2006). Elle postule que l'inflation correspond partout et toujours à un phénomène monétaire dans la mesure où elle est systématiquement provoquée par une augmentation de la masse monétaire en circulation plus rapide que la croissance de la production.

Les prescriptions de Milton Friedman ont occupé le devant de la scène des théories macroéconomiques dans les années 1970 alors que les grandes nations industrialisées faisaient face, dans la foulée des chocs pétroliers de 1973 et 1979, à un cocktail jusqu'alors inédit d'atonie économique et d'inflation importante. On parlait alors de stagflation. A cette époque, les baisses de taux d'intérêt destinées à relancer l'économie ne faisaient que favoriser l'inflation. Pour Friedman, l'ordre des priorités devait changer. Au lieu de placer en tête de liste un objectif de relance économique comme la plupart des économistes de l'époque, il recommandait de s'attaquer en tout premier lieu à l'inflation. En effet, Friedman estimait que l'inflation réduisait inévitablement le pouvoir d'achat des travailleurs et faisait baisser le niveau des investissements, et partant, celui de la croissance économique, au sein d'une économie donnée dans la mesure où elle augmentait l'incertitude. On remarquera, au passage, le caractère de pétition de principe de ce diagnostic. Pour davantage de précision, on considère en logique, qu'une pétition de principe constitue une faute d'argumentation consistant à considérer comme déjà démontré ce qui doit encore l'être et de faire de ce raisonnement fallacieux le point de départ d'une démonstration.

⁸ Statbel, août 2025, calculs propres.

Dans le cas qui nous occupe, Friedman estimait que le prix de la force de travail devait être le plus libéralisé possible. Par conséquent, il excluait de ses hypothèses de départ le fait que grâce à un fort système de représentation syndicale, une indexation automatique des salaires puisse être mise sur pied de manière à éviter que l'inflation ne mange le pouvoir d'achat. Des formules de ce type étaient pourtant très répandues au sein des pays de l'OCDE à l'époque. De la même manière, Friedman estimait que l'investissement ne pouvait être contrôlé par un ensemble d'instances paraétatiques de coordination et de planification de l'économie de sorte qu'un taux de profit pour les actionnaires défini comme acceptable par le Politique puisse être imposé de l'extérieur aux acteurs de marché.

La représentation des conséquences de l'inflation que se faisait Milton Friedman dans son modèle ressemblait, en dépit des faits, davantage à des ravages incontrôlables sur une main d'œuvre peu protégée par l'existence d'organisations syndicales puissantes. Ce point est important puisqu'il démontre qu'avant de faire exister les politiques économiques et sociales qui servent ses intérêts, la classe dominante les naturalise de manière à les faire passer pour des évidences sur un plan plus clairement théorique. Il est, en tout état de cause, faux d'affirmer que les travailleurs ont perdu du pouvoir d'achat suite à la vague inflationniste des années 1970. Il suffit pour cela de se référer à ces millions de travailleurs en Belgique qui ont remboursé un prêt à taux fixe avec un salaire qui était indexé pour comprendre que la vision monétariste vise essentiellement à bétonner la rémunération du Capital, c'est-à-dire des actionnaires, sous couvert de protéger le salariat. C'est d'ailleurs dans ce but que Paul Volcker, à la tête de la FED, a fait diminuer l'inflation de 13,5% (en 1981) à 3,2% en 1983 en augmentant les taux d'intérêt aux Etats-Unis de manière pour le moins impressionnante. Les taux directeurs de la FED sont, en effet, passés aux Etats-Unis sous sa direction de 9 à 19% entre 1979 et 1982. Le choc fut rude et c'est d'ailleurs accompagné d'une entrée en récession de l'économie mondiale, laquelle a débouché sur une grave crise des dettes au sein des pays en voie de développement (dont l'Argentine).

On retrouve bien cet aspect des choses dans la politique poursuivie par Milei. Pour comprendre de point, il faut enraciner le raisonnement dans la réalité socioéconomique et sociopolitique de l'Argentine contemporaine, à savoir son endettement extérieur insoutenable et les défauts de paiement successifs auxquels il a déjà donné lieu à maintes reprises. Le lecteur même peu au fait des réalités latino-américaines se souviendra peut-être des images restées célèbres des pillages qui se sont produits en 2001 quand la République argentine était entrée en défaut de paiement sur sa dette extérieure. A l'évocation de cet événement, un sentiment de chaos et d'exceptionnalité pourrait éventuellement le gagner. Pourtant, ce n'était ni la première ni la dernière fois que l'Argentine entraînait en défaut de paiement sur sa dette extérieure. Au contraire, en 2008, le pays avait déjà expérimenté six événements de ce type depuis sa déclaration d'indépendance le 9 juillet 1816⁹. Suite au défaut de paiement des années 2000, l'Argentine s'est retrouvée coupée des marchés financiers et a pu compter sur son excédent commercial, soutenu par le boom du prix des matières premières (surtout le soja

⁹ Carmen M. Reinhart, Kenneth S. Rogoff, *This Time is Different. A Panoramic View of Eight Centuries of Financial Crises*, National Bureau of Economic Research (NBER), Working Paper n° 13882, Cambridge, mars 2008, pp.24-27.

transgénique qui représente 25% des exportations du pays), pour assurer la fourniture en dollars du pays.

Cette importance cruciale de l'accès au billet vert constitue, par ailleurs, une différence cruciale entre un pays comme l'Argentine pour qui c'est une question existentielle et une économie développée comme la Belgique dans laquelle cette donnée est nettement moins importante. Pour comprendre ce point, il importe avant toute chose de se représenter la question du développement comme un fait structurel qui met aux prises deux types de structures économiques à l'échelle mondiale. Dans cette optique, on appréhendera donc globalement les échanges internationaux comme marqués depuis la colonisation par une dichotomie assez radicale entre le Centre producteur de solutions à haute valeur ajoutée (autrement dit, innovateur sur le plan technologique) et une Périphérie spécialisée dans la fourniture de matières premières. Une structure des échanges de ce type débouche logiquement sur une détérioration des termes de l'échange pour le plus grand désavantage de la Périphérie.

Cette dégradation (également qualifiée d'échange inégal par l'école dite de la dépendance¹⁰) finit par affecter le pouvoir d'achat des monnaies des pays de la Périphérie qui pour une même quantité de biens à haute valeur ajoutée doivent produire davantage de matières premières. On observe également que la valorisation au sein du mode de production capitaliste des matières premières fait selon les périodes l'objet de fortes fluctuations que les acteurs de marché qualifient dans leur jargon de périodes de volatilité. Au contraire, le progrès technologique dans les différentes branches constitutives de l'industrie présente un caractère continu et cumulatif. De surcroît, la branche financière du Capital joue un rôle procyclique dans l'octroi de crédits en faveur des pays de la Périphérie. Les prêts et les dollars (permettant de financer les importations) y affluent quand le cours des matières premières est au plus haut et quand ce dernier est orienté à la baisse, le flux des capitaux a tendance à devenir négatif. Ils retournent, pour le dire familièrement, au bercail au Nord. Cette grille de lecture, qui a vu le jour dans les années 50 du siècle dernier, fait aujourd'hui l'objet d'une contestation en raison de la montée en puissance de la Chine. S'il est vrai qu'avec l'accession d'un pays d'un milliard d'habitants à un certain niveau de progrès technique et industriel, le mal-développement recule, il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, la question du développement ne peut plus être posée d'une manière aussi unilatérale et économiciste. Les questions de déséquilibre climatique, qui se posent, d'entrée de jeu, à l'échelle planétaire, sont passées par là. En intégrant cette dimension cruciale, on s'aperçoit que le monde reste clivé entre des zones fortement émettrices de gaz à effets de serre disposant d'éléments techniques permettant de répondre aux phénomènes climatiques extrêmes alors que les zones faiblement émettrices sont globalement les plus exposées¹¹.

¹⁰ A ce sujet, voir Amin, Samir, *La loi de la valeur mondialisée*, Éditions Delga, Paris, 2011

¹¹ Pour découvrir une adaptation de cette grille de lecture tiers-mondiste aux urgences climatiques et environnementales contemporaines, on recommandera la lecture de Michael Löwy, *Étincelles écosocialistes*, Paris, Éditions Amsterdam, 2024.

En tout état de cause, si un pays du Sud désire, malgré tout, garantir à sa population un niveau de consommation plus ou moins stabilisé, il empruntera en devises dans les périodes d'expansion, quitte à dégrader sa balance des paiements. Ce mouvement se solde par une dépréciation de la devise locale et partant, de l'inflation. S'en suit alors une période de correction de manière à apurer les comptes dans l'attente d'un nouveau boom. Cette configuration correspond parfaitement à l'évolution de l'économie argentine tout au long du XXème siècle. Les spécialistes ont théorisé à ce sujet un modèle dit *stop and go*¹².

Inévitable rupture avec le néolibéralisme ? Et un obstacle de taille...

Le ressort de l'endettement en Argentine en tant que mécanisme compensateur des soubresauts structurels de sa balance des paiements s'est cassé au début de ce nouveau millénaire. Depuis, l'économie argentine n'a jamais vraiment pu réamorcer un cycle de croissance de type « go » soutenu par les marchés financiers. Ensuite, le défaut de paiement de 2001 est le plus important de toute l'histoire des crises de la dette de l'histoire. Il est vrai que l'Argentine post-2001 a fait partie des pays d'Amérique latine en rupture avec l'orthodoxie néolibérale sous la direction des époux Kirchner entre 2003 et 2015. Or, c'est à cette époque que l'Argentine a connu un boom du soja mais les orientations idéologiques du pouvoir en place ont conduit les autorités argentines à traiter durement leurs créanciers et à accorder la fonction de dispensateur de dollars à la banque centrale du pays.

On signalera cependant que seul ce segment de l'économie argentine a été étatisé. Tout le reste fut maintenu dans le cadre d'une organisation parfaitement capitaliste de la production. Les mauvaises langues suggèrent que ce choix doit beaucoup au fait que les élites péronistes, dont le polyclassisme est, par ailleurs, proverbial, manifestent des penchants certains pour le luxe et l'accumulation patrimoniale qu'il suppose. Lorsqu'en 2015, Cristina Kirchner quitte le pouvoir et que son parti est battu par la droite conservatrice, le pays se trouve en pleine phase d'atonie économique de type « stop » car le cours des matières premières est clairement orienté à la baisse. Classiquement, ce sont des périodes durant lesquelles le pays fait face à des fuites de capitaux. Cette sortie était rendue impossible en raison du mécanisme de contrôle des changes mis en œuvre jusque-là par les autorités de gauche du pays. Pour que les capitaux puissent quitter le pays, il fallait impérativement libéraliser le marché des changes mais en l'absence de dollars dans les caisses de la banque centrale de la République argentine (BCRA), le recours à l'endettement en devises s'avérait donc nécessaire. Cette option était rendue possible du fait du désendettement massif du pays sous les Kirchner. Les chiffres sont, de ce point de vue, particulièrement éloquentes.

Il y a dix ans, la dette publique de l'Argentine, alors que Cristina Kirchner sortait de charge, l'endettement public du pays en dollars équivalait à 13,9% du PIB. La droite conduite par le président Mauricio Macri qui succèdera au gouvernement de gauche des Kirchner va endetter le pays de telle manière que la dette extérieure de la République argentine va exploser jusqu'au début de l'année 2020, date à laquelle la droite va perdre les élections. A ce propos,

¹² Diamand, Marcelo, Overcoming Argentina's stop-and-go economic cycles in Jonathan Hartlyn and Samuel A. Morley (dir.), Latin American political economy. Financial crisis and political change, Routledge, New York, pp.129-164.

les données quantitatives ne laissent guère de place pour le doute. En effet, la dette publique en dollars équivalait, lorsque la droite quitte le pouvoir, à 47% du PIB argentin¹³. A cette époque, la bourgeoisie argentine a, en réalité, endetté le pays pour financer la fuite des capitaux en période de basse conjoncture. Le Fonds Monétaire Internationale (FMI) a d'ailleurs cédé à des pressions politiques de l'Administration Trump pour accepter de financer un plan qui reposait sur des perspectives de remboursement aussi précaires. La chose a depuis été publiquement reconnue par des cadres de l'administration Macri.

Nous pouvons déjà vérifier que l'action de la présidence de Javier Milei en Argentine n'a rien de spécialement novateur. En réalité, dans les périodes de crise de l'économie argentine, les gouvernements successifs, à l'exception de la parenthèse de gauche des Kirchner, ont toujours procédé à des efforts de consolidation budgétaire pour rassurer les marchés et freiner l'exode des capitaux. Les résultats l'inflation de ce type de politiques concernant l'inflation sont classiquement spectaculaires. Un adepte des théories de Milton Friedman dira que ce résultat affère fondamentalement à la diminution de la masse monétaire. C'est cet élément de justification théorique et idéologique qui explique la posture triomphaliste de Milei en ce moment.

Evidemment, tout le monde ne sera pas d'accord avec cette manière de voir les choses. Les keynésiens et les marxistes analyseront cette baisse de l'inflation sous l'angle de la demande en diminution du fait des fortes restrictions imposées aux dépenses publiques. Le volume de l'investissement qui diminue, en lien avec la baisse du taux de profit, va alors se traduire par une explosion du chômage et cette dernière va entraîner une baisse des salaires. La diminution des coûts d'utilisation du facteur travail correspond dans ces conditions à une incitation à investir dans un second temps dans le chef principalement du capital transnational. Le rebond ultérieur de la croissance proviendra précisément de cette capacité à mettre l'économie nationale au service des exportations.

Pour les keynésiens, cette politique constitue une erreur qui doit être réformée. Des politiques publiques doivent, au contraire, être conduites pour permettre le décollage industriel de ces pays et ainsi assurer une stabilisation de l'investissement dans un cadre capitaliste. Pour les marxistes, il s'agit, au contraire, d'un fait de structure lié à l'insertion particulière des économies du Sud (dont l'Argentine n'est qu'un exemple parmi tant d'autres) au sein du mode de production capitaliste à laquelle seule une transition vers de nouvelles logiques productives est susceptible de répondre adéquatement.

Bornons-nous, pour l'heure, à constater que la recette du décollage économique au Sud consiste, depuis une quarantaine d'années, à attirer les Investissements Directs Etrangers (IDE) et que même des pays nouvellement industrialisés comme la Chine, la Corée ou le Japon dépendent plus fortement que l'Europe occidentale ou l'Amérique du Nord de leurs activités exportatrices pour permettre l'accumulation du capital. Le marché intérieur chez

¹³ Ministerio de Economía, Visualización gráfica de la deuda (2004-2023),
Url: https://www.argentina.gob.ar/sites/default/files/presentacion_gra_fica_2t23.pdf. Date de consultation: 23 juillet 2025.

nous ou aux Etats-Unis présente un caractère plus fondamental qu'au Japon (et donc davantage encore a fortiori pour des nations périphériques comme l'Argentine ou le Maroc, par exemple) pour assurer la reproduction élargie du capital.

La boucle peut, dès lors, tout doucement se boucler. Le critère objectif du succès d'une politique publique en Argentine ne se limite pas à la baisse de l'inflation mais aussi à la manière dont le pays va endiguer ou au contraire, subir une fuite des capitaux. Le thermomètre pour mesurer ce paramètre a trait au cours du peso face au dollar.

Expliquons-nous. Si le pays attire les investisseurs, le cours du peso a tendance à augmenter et à moment, la question qui se pose pour la banque centrale, c'est de vendre les billets verts excédentaires sur le marché des changes local pour maintenir le cours du peso, la devise nationale. Au contraire, si les capitaux quittent le pays, les pressions inflationnistes vont augmenter et comme nous l'avons vu, l'enjeu principal des politiques affère à la diminution de la consommation intérieure et de la dépense publique pour contrebalancer l'augmentation du niveau général des prix. Or, en dépit du fait d'avoir maté l'inflation, Javier Milei n'a toujours pas réussi à stabiliser de manière crédible le cours du peso face au dollar. Si la dévaluation qui est intervenue en début de mandat était logique en vertu du programme des libertariens, la dépréciation rapide et marquée du peso face au billet vert (-12%) depuis le début du mois de mai de cette année signale, en revanche, une difficulté de taille pour le nouveau locataire de la *Casa Rosada*, le palais présidentiel argentin.

A quoi correspond cette chute du peso? Jusqu'à présent, force est de constater que le nouveau président argentin n'a pas réussi à attirer la confiance des investisseurs étrangers. En effet, au cours des cinq premiers mois de cette année, les IDE en Argentine ont enregistré un solde net négatif de 1,679 milliard de dollars, soit le pire résultat depuis au moins une décennie. Ce solde correspond à des entrées (551 millions de dollars) nettement insuffisantes par rapport aux sorties de capitaux (2,19 milliards de dollars)¹⁴. Ces mauvais résultats constituent une aggravation de la tendance négative déjà observée en 2024. Si cette donnée ne s'inverse pas à l'avenir, on peut redouter que les 42 milliards de dollars de prêts qui ont été consentis à l'Argentine par le FMI, la Banque mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) au mois d'avril de cette année ne servent à financer comme sous la présidence de Mauricio Macri un exode des capitaux. Ce dernier a, comme sous la présidence macriste, commencé à partir du moment où le contrôle des changes a été levé dans la deuxième quinzaine du mois d'avril.

Il est des moments où la théorie doit pouvoir se nourrir de la praxis collective et de la vie en société. De ce point de vue, on doit bien reconnaître que l'Argentine d'aujourd'hui n'est sans doute plus en mesure d'assurer son insertion dans l'économie mondialisée par le biais de la finance de marché. La chose peut s'expliquer assez simplement. L'Argentine a, depuis 200, réalisé trois défauts de paiement sur sa dette extérieure. Le dernier en date a eu lieu après que le centre-gauche péroniste soit revenu au pouvoir en décembre 2019 avec à la clé une

¹⁴ *Ámbito Financiero*, La Inversión Extranjera Directa cayó en la Argentina durante 2024, pese al crecimiento en la región, édition en ligne du 17 juillet 2025.

restructuration de la dette extérieure du pays, une de plus, en août 2020. L'Etat argentin a donc financé, vu cette nouvelle coupure d'avec les marchés, ses politiques de relance et d'investissement par la planche à billets de 2020 à 2024.

Dans la foulée, posons-nous une question fondamentale qui, par ailleurs, va constituer le cauchemar de Javier Milei comme de tous ses prédécesseurs depuis 2001. Quel acteur financier privé serait aujourd'hui assez téméraire pour financer un pays qui entre en défaut de paiement tous les 8 ans en moyenne depuis le début du siècle? Sur ce point, nous devons constater que préconiser de « faire chez nous en Belgique ou en France du Milei comme en Argentine » ne constitue pas spécialement une bonne idée en raison précisément de ces facteurs de contexte qui rendent difficiles les comparaisons entre l'Amérique du Sud et l'Europe occidentale.

Nous avons précédemment établi que l'Argentine avait connu à partir du déconfinement de 2021 jusqu'à l'élection de Javier Milei fin 2023 une situation qui aurait pu déboucher sur un épisode hyperinflationniste, similaire à celui que le pays a expérimenté à la fin des années 1980. Il n'en va évidemment pas de même en Belgique et donc, y aller à la tronçonneuse pour réduire une inflation à la dérive n'a aucun sens chez nous. De même, la Belgique n'a jamais enregistré de défaut de paiement sur sa dette extérieure. De ce fait, les marchés sont moins réticents à financer l'Etat belge que l'Argentine.

On pourrait d'ailleurs demander aux électeurs néo-réactionnaires et autres libertariens chez nous qui estimerait, par le plus grand des hasards que la Belgique est devenue carrément communiste, comme l'a récemment suggéré le président du Mouvement Réformateur (MR), s'ils ne préfèrent finalement pas prêter leur épargne à l'Argentine de la tronçonneuse en voie, paraît-il, de devenir une grande nation industrialisée plutôt qu'à notre pauvre pays au bord du précipice d'après la droite dure à la mode de chez nous. On peut, sans prendre trop de risques, anticiper que l'enthousiasme ne sera guère au rendez-vous. Décidément, il est vraiment très imprudent de comparer la Belgique à l'Argentine.

Les défauts de paiement en série de l'Argentine au fil du temps ne constituent, par ailleurs, pas le seul élément susceptible d'expliquer la difficulté de Javier Milei à attirer les investisseurs. Pour comprendre ce point, nous devons nous intéresser à l'actuelle politique de change de l'Argentine en la connectant à des données macrosociales définissant les grandes orientations du capitalisme local.

On choisira comme variable test pour réaliser cet exercice le taux de change réel du peso face au dollar. Pour mémoire, le taux de change réel d'une monnaie nationale s'établit en multipliant le taux de change nominal dont nous avons déjà parlé auparavant (le coût d'achat d'un peso en dollars par exemple) par le ratio des prix entre deux pays (dans le cas qui nous occupe, l'Argentine et les Etats-Unis).

Pour de nombreux observateurs, le peso est surévalué du fait de son taux de change réel surévalué. Autrement dit, le peso argentin aurait dû être dévalué plus fortement qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Souvenons-nous. A peine avait-il terminé de fêter son investiture que Javier

Milei dévaluait le peso de 50% alors que l'inflation en Argentine, telle que mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation (IPC), s'élevait à 200% contre 4% aux Etats-Unis. Le décalage est saisissant. En d'autres termes, la dévaluation de Milei n'a donc pas été assez forte de telle sorte qu'aujourd'hui, l'Argentine est, en réalité, un pays « cher en dollars » et par conséquent, peu compétitif à l'international. Disons-le tout net. La posture de courage politique revendiquée par Javier Milei relève, dans ces conditions, du show médiatique. En fait, la présidence argentine n'aurait jamais osé dévaluer plus amplement le peso sinon il se serait attiré les foudres de la population argentine et c'est ici qu'intervient un élément spécifique de régulation du capitalisme argentin.

Pour dire les choses assez simplement, un mode de régulation du capitalisme désigne la manière dont la logique marchande s'inscrit dans les valeurs culturelles et la vision du monde d'une société en particulier. Par exemple, on peut distinguer notamment une régulation du capitalisme propre au mode anglo-saxon dans lequel les marchés financiers jouent un rôle central notamment pour ce qui est du financement de l'activité économique et une autre caractéristique des pays d'Europe continentale ou scandinaves au sein desquels l'Etat exerce une fonction prépondérante, quoique déclinante depuis déjà une trentaine d'années.

En ce qui concerne l'Argentine, on observe que la capacité d'un gouvernement de droite à imposer un plan de redressement drastique, comme ce serait le cas dans d'autres régions d'Amérique latine, est limitée en vertu d'un certain nombre de caractéristiques propres au pays, à commencer par un important taux de syndicalisation de la main d'œuvre (40% de la main d'œuvre) et un haut niveau de conflictualité sociale. On mentionnera également que via les *obras sociales*, c'est-à-dire une sorte de mutuelles syndicales établies au niveau des branches et subsidiées par les différents gouvernements (en ce compris, celui de Milei), les syndicats argentins constituent un maillon essentiel de la concrétisation du droit des citoyens à la santé.

Quand un pays est tenu à ce point par les organisations représentatives du monde du travail, imposer une dévaluation XXL, comme le recommandent les grands auteurs monétaristes, s'avère impossible. Posons, d'ailleurs, un constat. Le mythe de l'Homme (et même du mâle) providentiel allant directement à la rencontre d'un peuple sans tenir compte des corps intermédiaires pour lui offrir sur un plateau un avenir radieux, tout en affrontant impérialement l'impopularité au nom d'une vision claire des grands enjeux en prend, au passage, un sacré coup.

D'un point de vue politique, ce constat est intéressant et dépasse, et de loin, les observations propres à un pays comme l'Argentine. Alors que Margaret Thatcher proclamait, jadis, que « la société n'existe pas » afin de sublimer l'échelon de l'individu en tant qu'instance décisive permettant de valider des choix de politique publique, force est de constater qu'un marché pur, cela n'existe tout simplement pas et que les rapports sociaux, caractéristiques de formations sociales à un moment donné de leur histoire, en déterminent la configuration de façon à chaque fois particulière et à chaque fois susceptible également de transformations collectives plus ou moins profondes selon les époques.

On peut déjà anticiper, dans ce contexte, les suites de l'aventure miléiste au pouvoir. Dans les mois qui viennent, le cours du peso aura globalement tendance à se détériorer par rapport au billet vert.

Pour continuer à maîtriser l'inflation, les plans de coupe dans les dépenses publiques vont se succéder, quitte à endommager le potentiel de croissance du pays. A ce propos, alors que les partisans en Europe du courant libertarien tressent des couronnes à leur nouveau champion argentin puisque l'économie du pays des gauchos connaît une croissance de 5,5% du PIB, on se doit de préciser que ce retour de la croissance, clairement lié à la maîtrise retrouvée de l'inflation, déçoit les analystes.

Il est, de ce point de vue, assez clair qu'un déchaînement inflationniste tel que celui qu'a connu le pays entre 2019 et 2023 avait de quoi rendre frileux les investisseurs locaux. Avec une inflation qui avait fini par dépasser les 10% par mois en 2022, aucun entrepreneur en Argentine en se risquait à faire un quelconque pari sur l'avenir puisque la valeur de l'argent y fondait comme neige au soleil et entraînait une imprévisibilité des coûts et des bénéfices relatifs au déploiement de la production dans le temps. Cependant, des acteurs importants aux Etats-Unis se montrent aujourd'hui déçus par les performances de l'économie argentine. En effet, cette dernière connaît une croissance inférieure à ce qu'elles espéraient au moment de l'élection de Javier Milei.

La reprise des importations en raison d'un taux de change réel défavorable au peso combinée, pour la même raison, à la faiblesse des exportations argentines et à une trop forte compression de la dépense publique a, en fait, atténué le potentiel de récupération de la troisième économie latino-américaine. Dans le même ordre d'idées, le PIB a augmenté de 0,8% au cours du premier trimestre de 2025 de l'année en comparaison avec le trimestre précédent.

En termes interannuels, l'économie argentine a augmenté de 5,8% entre janvier et mars, selon les données officielles publiées le mois dernier. Les économistes interrogés par Bloomberg (Bloomberg est un groupe financier états-unien spécialisé dans les services aux professionnels des marchés financiers ainsi que dans l'information économique) tablaient, pour leur part, sur une augmentation du PIB argentin de 6,1%¹⁵.

Bloomberg, ce ne sont pas, convenons-en, de dangereux marxistes. Aucun doute n'est permis à ce propos. Que dire alors de la célèbre banque US JP Morgan? Il se trouve qu'à la fin du mois de juin, la plus grande banque privée des États-Unis a annoncé qu'elle ne désirait plus s'exposer davantage au peso argentin et a recommandé aux investisseurs de se désengager de leurs actifs dans cette devise, spécialement les obligations à long terme libellées dans la devise nationale argentine.

Elle a adopté cette position en raison du manque de réserves accumulées par la Banque centrale d'Argentine (BCRA). Ces propos interviennent dans un contexte plutôt explosif pour l'économie argentine dont la balance courante est déstabilisée par une sortie constante de

¹⁵ Bloomberg (édition espagnole), Economía argentina crece menos de lo previsto, article mis en ligne le 23 juin 2025.

dollars. Malgré le triomphalisme de la présidence, il semble, pour l'heure, acquis qu'aucune accumulation substantielle de réserves en devises n'a été constatée, pour l'heure, à Buenos Aires.

De surcroît, et c'est peut-être une plus mauvaise nouvelle encore dans la mesure où l'Argentine ne se finance plus sur les marchés, le soutien que le gouvernement manifeste activement sur les marchés des changes en faveur du peso le conduit à vendre les dollars qu'il a obtenus du FMI. Certes, l'Administration Trump pourrait, pour des raisons politiques, mettre sous pression le FMI pour que ce dernier multiplie les formules de soutien financier au pays, comme elle l'a d'ailleurs déjà fait lors de la précédente présidence de droite en Argentine. Il n'en reste pas moins que les résultats seront globalement tout aussi décevants.

Le drame structurel de l'Argentine réside, en effet, dans un manque chronique de réserves de change depuis une dizaine d'années. La solution miléiste, consistant à serrer la ceinture du pays, n'est, de toute évidence, pas viable sur le long terme. Soit dit en passant, l'action du gouvernement de Milei ne va déjà plus guère dans le sens d'une restriction de la demande dans le but d'équilibrer la balance des paiements.

En témoigne notamment le fait que la BCRA revend massivement des dollars pour soutenir le peso alors que JP Morgan s'inquiète de ce que la croissance revenue en Argentine se traduisait, au premier trimestre de cette année, par un important flux de devises vers l'extérieur lié au tourisme (1,9% du PIB), lequel était couvert par des ventes de dollars de la BCRA dans le but de financer cette sortie de moyens de paiement¹⁶. Il semblerait donc que tout se passe à présent comme si les marchés avaient fui l'Argentine pour longtemps, quoique fasse ou dise, par ailleurs, Javier Milei.

En tout état de cause, les solutions classiques basées sur l'endettement extérieur ne semblent plus guère fonctionner. A ce propos, JP Morgan paraît estimer à mots couverts que l'Administration Milei a mangé une bonne partie de son pain blanc. Sur les 20 milliards de prêts du FMI, l'Argentine miléiste en a déjà reçu et dépensé 12 avec le résultat qu'on connaît. La dernière réponse en date du gouvernement argentin consistant à augmenter le loyer de l'argent pour stabiliser le cours du peso entre clairement en contradiction avec l'objectif de doper la croissance. Dans ces conditions, Bloomberg risque de montrer encore bien des signes de déception à l'avenir.

Peut-être le libertarianisme constitutif du logiciel économique de l'équipe de Javier Milei ne permet-il guère de disposer des outils susceptibles de répondre à la crise spécifique d'un pays en voie de sous-développement chronique comme c'est le cas de l'Argentine depuis plus d'un siècle? En réalité, on peut même en tirer une leçon pour la Belgique, à savoir qu'il est absurde de chercher à penser les problématiques économiques sans analyser parallèlement les rapports sociaux de production, sans toutefois confondre ces deux champs d'investigation bien distincts. Un petit débat d'économie politique pourrait, dès lors, nous aider à y voir plus clair si, du moins, on considère le profit non comme un aiguillon susceptible de guider une société

¹⁶ JP Morgan, Argentina : Taking a Breather, Latin America Emerging Markets Research, 27 juin 2025.

vers davantage de progrès mais comme une rente spoliatrice s'appuyant sur l'existence d'un surtravail, c'est-à-dire le fait que la totalité de l'effort productif des travailleurs n'est pas rétribué à hauteur des heures effectivement prestées.

Le rééquilibrage de la balance des paiements de l'Argentine contemporaine est loin d'être étranger à ce débat théorique. En effet, la nationalisation du commerce extérieur, une mesure clairement marquée à gauche, impliquerait que le capital opérant en Argentine ne soit pas rémunéré au niveau des cours internationaux.

La différence reviendrait aux pouvoirs publics. Plus concrètement, il est établi que l'Argentine a aujourd'hui besoin de 30 à 35 milliards de dollars en devises pour rééquilibrer sa balance des paiements et envisager ses échéances de manière sereine¹⁷. Comme nous venons de le voir, la solution, profondément néolibérale, qui consiste à se faire prêter des réserves commence déjà à montrer des signes de faiblesse.

Au passage, on relativisera la portée du diagnostic des disciples argentins de Friedman concernant la nécessité de restreindre l'émission monétaire pour faire baisser l'inflation. Si cette dernière a diminué en Argentine, c'est aussi dans la mesure où le pays dispose de réserves en devises, empruntées, lui permettant de faire face à la facture de ses importations. Or, jusqu'à présent, force est de constater que l'Argentine reste sur un défaut de paiement de 44 milliards de dollars et qu'on ne voit pas trop comment elle pourra en rembourser 20 milliards de plus¹⁸.

A partir de ce constat, nous pouvons procéder à un calcul assez simple. Ce dernier visera à approximer l'impact sur le taux de profit en Argentine d'une formule de nationalisation du commerce extérieur. Les exportations de l'Argentine équivalaient, en 2023, à 67 milliards de dollars. Pour ce qui est du taux de profit au sein de l'économie argentine, ce dernier se situait au niveau de 16% en 2019¹⁹. Attention, il s'agit là d'une moyenne.

Il est donc plus que probable que le secteur agro-exportateur argentin, qui est un acteur de premier plan au sein de l'architecture des relations commerciales au niveau mondial, bénéficie d'une rentabilité plus importante. Pour les producteurs de soja, lesquels tiennent dans leurs mains le commerce extérieur du pays, les statistiques de la Bourse de Commerce de Rosario (pas franchement des gauchistes délirants) signalait un taux de marge net de l'ordre de 26% à l'occasion de la campagne 2016-2017²⁰.

Autrement dit, en modulant le niveau de taxation à la sortie selon la rentabilité des différentes branches, on peut ramener le taux de profit général de l'économie argentine à un niveau

¹⁷ *Ámbito financiero*, El FMI advirtió por las reservas y las debilidades en el frente externo, édition mise en ligne du 22 juillet 2025.

¹⁸ Cette analyse de la comptabilité de la banque centrale argentine a été produite peu de temps avant que Joseph Stiglitz, lauréat du Prix Nobel d'Economie en 2001, n'opine dans un sens identique (voir *La Nación*, édition mise en ligne du 28 juillet 2025. Url : <https://shorturl.at/o0cKQ>. Date de consultation: 30 juillet 2025).

¹⁹ Malvicino, F, Terranova, L, *Acumulación de capital, cambio tecnológico y distribución del ingreso en Argentina (1962-2019)* in *El Trimestre Económico*, n°362 (vol.91), 2024, p.391.

²⁰ *Bolsa de Comercio de Rosario*, AÑO XXXIV - N° Edición 1770 - 05 de Agosto de 2016. Url: <https://shorturl.at/AbOBh> Date de consultation: 25 juillet 2025.

moyen de 8%. Sur cette base, chaque année, l'Argentine peut disposer d'environ 33 à 34 milliards de dollars pour financer ses importations. Si un rééchelonnement des remboursements à destination du FMI est mis en œuvre avant examen, ô combien nécessaire, de la légitimité globale de la dette extérieure du pays, les réserves ne pourront évidemment qu'en sortir renforcées. Sur papier, ce programme n'est d'évidence pas plus sot que celui de l'ultradroite actuellement au pouvoir en Argentine.

Au passage, notons que jusqu'à présent, nous avons attiré l'attention sur le fait que différents acteurs de chez nous bien marqués à droite se revendiquent de la tronçonneuse miléiste pour répondre aux problèmes de la Belgique, et cela, en dépit de profondes différences de contexte entre notre pays et l'Argentine. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de synthétiser ces différences dans un tableau comparatif au point qui suit. Cet exercice est nécessaire pour situer la dimension de voile trompeur de cette propagande libertarienne en Europe.

Cependant, il existe bel et bien un seul, mais décisif, point commun entre le miléisme en Argentine et ici en Europe. Il s'agit de la tendance idéologique consistant à diffuser une approche de l'économie comme si cette dernière revêtait la forme d'une donnée naturelle s'imposant à toutes et à tous, nécessitant des solutions techniques neutres par essence, sans qu'à aucun moment ne puisse être critiquée un modèle de société dans lequel la seule vision du monde est celle du profit permanent au détriment du plus grand nombre d'humains et de la nature.

Cette absence de référence aux rapports sociaux de production ne tombe pas du ciel. Elle constitue même l'épine dorsale du libertarianisme en tant qu'idéologie politique, chez nous comme en Argentine, d'accompagnement et de justification des inégalités et des privilèges de classe inhérents au mode de production capitaliste, spécialement depuis la grande vague néolibérale ayant débuté dans les années 1980.

A ce propos, force est d'ailleurs de constater qu'une vague réactionnaire très marquée à droite est à l'œuvre à l'échelle mondiale de telle sorte que l'échec programmé de Javier Milei ne calmera qu'un temps les libertariens à la mode de chez nous. Il nous faut donc étudier de près l'armature idéologique de ce courant politique pour être en mesure de le contrer adéquatement.

Des miléistes en Belgique? Petit exercice de démystification.

En tout état de cause, se revendiquer de l'une des variantes des mobilisations réactionnaires au Sud pour régler les problèmes d'Etats développés comme la France ou la Belgique ne va nullement de soi. Le tableau qui suit va permettre de resituer plus précisément cette difficulté d'ordre conceptuel.

Figure 1. De profondes différences entre la Belgique et l'Argentine

	<u>Belgique</u>	<u>Argentine</u>
<u>Evolution des prix</u>	Inflation classiquement modérée. Aucun épisode d'hyperinflation à signaler dans le passé.	Tendance à de fortes poussées inflationnistes (situation d'hyperinflation dans le passé)
<u>Défauts de paiement</u>	Aucun	7
<u>Nature de l'endettement</u>	En devise nationale (franc belge puis euro à partir de 2002)	En devises étrangères (principalement, le dollar états-unien)
<u>Position dans la division internationale du travail</u>	Pays appartenant au noyau central de l'économie mondiale (Union européenne)	Pays appartenant à la périphérie de l'économie capitaliste mondiale (Mercosur)
<u>Niveau de protection sociale</u>	Capitalisme bismarckien, associant une économie de marché et un haut niveau de protection sociale. (Modèle subissant de fortes attaques mais loin d'être démantelé)	Etat social moyennement développé (en voie de démantèlement)
<u>Marché de l'emploi</u>	Régulé (cependant soumis à une dérégulation progressive mais très partielle depuis une vingtaine d'années)	Peu régulé (plus de 40% de la population argentine travaille au noir)

En regardant de plus près ce tableau, les raisons objectives qu'il y aurait d'adopter en Belgique les mêmes « réformes » qu'en Argentine ne sautent pas aux yeux. Au contraire, on serait même tenté de penser que deux systèmes économiques aussi différents (voire divergents) devraient logiquement évoluer selon des trajectoires qui leur sont propres. Il n'y a donc, dans ces conditions, pas spécialement de raison que l'Argentine doive s'inspirer de la Belgique, et l'inverse non plus d'ailleurs. Dans ces conditions, il est important de percevoir qu'un discours allant dans le sens contraire relève de dimensions profondément idéologiques et donc mystificatrices.

Nous avons déjà pu identifier une des facettes de cette entreprise de séduction des masses, à savoir un narratif visant à dépolitiser la sphère économique. On comprend l'intérêt que présente pour la classe propriétaire des moyens de production la diffusion de ce type de

thèses. Ce « circulez, y'a rien à voir » légitime d'avance les inégalités et l'ordre social existant. On peut même dire qu'il n'a sans doute été intellectuellement conçu que dans ce but.

Voilà qui permet d'expliquer en quoi les références, plus ou moins explicites, à Milei et à sa tronçonneuse font aujourd'hui florès dans le champ politique belge. Lorsqu'un président de parti qualifié, dans la presse grand public, l'impôt de « racket »²¹, il ne s'exprime dans d'autres termes que Javier Milei et ses partisans. Il s'agit, d'ailleurs, là d'une caractéristique essentielle de la pensée libertarienne. D'après l'économiste libertarien Murray Rothbard (1926-1995), l'impôt procède fondamentalement d'une extorsion dans la mesure où si l'Etat renonçait à l'imposition et avait recours à des donations volontaires, il disposerait de moins de moyens puisque les gens n'hésiteraient pas à garder leur argent pour eux²².

Dans le droit fil de ce constat, qui n'est peut-être pas aussi décisif que ce que prétend Rothbard, ce dernier va jusqu'à préconiser une privatisation de toutes les missions régaliennes, en ce compris la Justice et la Défense. Pour cette frange la plus radicale du libertarianisme qualifiée d'anarcho-capitaliste, l'impôt est donc toujours un vol et par conséquent, l'Etat constitue une organisation criminelle ni plus ni moins puisque contrairement à une entreprise privée ou une association, il peut, et c'est une prérogative dont lui seul jouit, collecter des recettes via un acte d'autorité. On pourrait se contenter de sourire en haussant les épaules devant ces provocations tant elles semblent manquer du plus élémentaire sens de la mesure.

Ce serait pourtant une erreur. En effet, le mouvement libertarien jouit aujourd'hui d'une belle cote de popularité sur les réseaux sociaux et son pouvoir d'attraction ne peut être considéré comme nul et non avenu sinon ce courant politique n'aurait jamais été en mesure de faire élire un président en Argentine. On pourrait relativiser la portée de cet événement en faisant remarquer que l'Argentine est un cas particulier de pays entrant régulièrement dans des crises de plus en plus profondes avec le temps. Disons-le tout net. Ce type de propos relève d'une profonde erreur de perspective.

En effet, on peut considérer qu'un vent de contestation de la redistribution fiscale et de l'intérêt général comme fondement de l'action des pouvoirs publics souffle aujourd'hui un peu partout dans le monde. Lorsque par exemple, la réaction des libéraux flamands de l'Open VLD consiste à dénoncer « un glissement important » à gauche alors qu'une taxe sur les plus-values financière au rendement dérisoire est adoptée chez nous, il est clair qu'une vague de droite de dimension mondiale nous a touchés de plein fouet²³. Dans le même temps, la coalition Arizona mettait en œuvre un recul social inédit chez nous depuis une bonne quarantaine d'années. Qu'il s'agisse de la suppression d'une partie des primes de nuit, du rabotage de la pension des fonctionnaires, du malus pension ou encore de la limitation des préavis à un an, un mouvement de radicalisation à droite caractérise clairement l'action des élites politiques dans notre pays. Il n'est donc évidemment pas anodin dans ce contexte que la

²¹ Voir l'interview de Georges-Louis Bouchez dans La DH, édition des 19 et 20 juillet 2025.

²² Rothbard, M, *The Ethics of Liberty*, Humanities Press, Atlantic Highlands, 1982.

²³ Site de la RTBF, 21 juillet 2025. Url : <https://shorturl.at/1NvCc>. Date de consultation : 22 juillet 2025.

figure de Margaret Thatcher soit revendiquée par le président du plus grand parti francophone depuis les élections du 9 juin 2024²⁴. Dans le même ordre d'idées, le fait que ce même président remette en cause le caractère public des politiques culturelles n'a rien d'étonnant et correspond à une vision du monde beaucoup plus construite que le seul désir de faire parler de soi, contrairement à ce que les apparences pourraient, certes, laisser supposer de prime abord²⁵. Il existe donc un véritable enjeu à considérer sérieusement les positions libertariennes à partir de leurs bases principales.

Pour pouvoir qualifier de « mafia » les pouvoirs publics du monde entier depuis la naissance des grandes cités dans l'Antiquité, c'est que les libertariens estiment être en mesure de proposer un fondement alternatif à l'ordre social. Ce dernier se rapporte à une forme d'absolutisation des droits individuels. Le point de vue individuel est donc toujours indépassable selon les libertariens. On retrouve ici le mantra thatchérien qui, comme nous l'avons vu, postulait que la société n'existe pas. Au passage, on notera que ces orientations idéologiques qui dans bien des milieux de gauche passent aisément, et légitimement, pour une série de propositions farfelues ont déjà inspiré des gouvernements dans le passé et pas nécessairement dans des endroits exotiques et un peu marginaux comme l'Argentine. On songera notamment à l'Angleterre thatchérienne. Il appartient donc à notre camp social de fourbir ses armes.

Commençons, dès lors, par le commencement et précisons d'où cette étude parle. Pour le dire autrement, il convient, avant d'aller plus en profondeur dans le déploiement de la critique, de préciser le référentiel méthodologique de notre approche du libertarianisme. Cette dernière, en l'occurrence, sera solidement arrimée au matérialisme historique, à savoir une analyse à la suite de Marx des interactions entre différentes sphères de la vie sociale (économiques, institutionnelles, culturelles,...) en lien avec l'évolution concrète des modes de production. Cette méthode s'oppose à l'idéalisme philosophique pour lequel la conscience des hommes précède leurs conditions concrètes d'existence. De ce point de vue, le moins que l'on puisse dire est que le libertarianisme n'hésite pas à évoluer au firmament des idées avant de parler à la foule des profanes. C'est ainsi que Rothbard propose comme fondement logique et indépassable à la liberté humaine un rapport de propriété de soi à soi. Puisque chaque membre de la société est propriétaire de lui-même, il ne saurait être question qu'une autorité étatique surplombante impose une redistribution forcée du produit social. C'est à partir de ce postulat que l'impôt est dénoncé comme un vol. Dans un même ordre d'idées, le capitalisme est présenté comme le seul mode d'organisation sociale éthiquement souhaitable dans la mesure où la propriété y est fondée sur la liberté de vouloir échanger.

Autrement dit, tout transfert de propriété est, dans la grille de lecture libertarienne, présentée comme relevant d'un échange volontaire. C'est ici que le libertarianisme pêche d'évidence par excès d'idéalisme. En effet, le fonctionnement concret et historiquement effectif du capitalisme n'a pas grand-chose à voir avec cette abstraction. Si l'on choisit comme point de

²⁴ Lire à ce sujet l'interview de Georges-Louis Bouchez dans La Libre Belgique du 12 juillet 2025. Url : <https://shorturl.at/dLJ6Z>. Date de consultation: 20 juillet 2025.

²⁵ Le Vif, Georges-Louis Bouchez veut privatiser la culture. Pour mieux la désarmer, 15 janvier 2025.

départ pour notre observation de l'évolution du mode de production capitaliste les débuts du capitalisme industriel dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, force est de constater une tendance à la centralisation du capital. Celle-ci renvoie non pas à un fait d'échanges volontaires entre individus libres mais à une force sourde qui conduit le capitalisme depuis plus de 150 ans. Il se trouve, en effet, que la répétition de crises caractérise le fonctionnement du capitalisme réellement existant. Dans ce cadre, la crise, c'est la manière dont le capitalisme se débarrasse à intervalles réguliers des fractions excédentaires du capital de manière à ce que les entreprises soient à la fois toujours plus massives et toujours moins nombreuses.

Pour être plus précis, la centralisation du capital ne correspond pas à un schéma d'échange sur un marché libre. Les grandes entreprises nationales au XIX^{ème} siècle puis transnationales à partir de la fin du XX^{ème} jusqu'aux mastodontes de la globalisation contemporaine ne sont pas nées spontanément du fait que des propriétaires remettaient à d'autres leurs affaires à travers des transactions volontaires mais au contraire au prix d'une guerre économique permanente dans laquelle la faillite de certains acteurs permet à d'autres de capter des actifs et des parts de marché. Pour se donner une idée plus concrète de ce que représente la centralisation du Capital, on repèrera, par exemple, à la suite de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), que dans la France contemporaine, on recensait, en 2021, environ 4,5 millions d'entreprises, parmi lesquelles 4,3 millions de micro-entreprises qui pourraient donner à penser que le tissu économique de l'Hexagone est tout entier irrigué par les forces de la libre entreprise et de la concurrence. En réalité, l'économie française (pas un pays très différent de la Belgique) s'avère, en réalité, profondément concentrée et caractérisée par des logiques oligopolistiques présentes dans tous les secteurs. C'est ainsi que près de 54% des emplois salariés dans le secteur privé reposent sur le fait de 6.900 entreprises, soit 0,15% de l'appareil productif. De surcroît, « les 300 grandes entreprises (de plus de 5000 salariés) présentes en France commandent plus de 28.000 sociétés distinctes »²⁶. L'accumulation permanente, qui constitue la dynamique même du capitalisme, est à ce prix. Rien de ce processus concret et observable ne correspond à la fable de l'échange volontaire basé sur la libre disposition de sa personne et la pleine et entière propriété de soi.

D'ailleurs, la naissance même du capitalisme moderne à la fin du XVIII^{ème} siècle n'entretient que de très lointains rapports avec cette mythologie justificatrice. Le coup d'envoi permettant l'émergence du capitalisme se produit à l'occasion de l'adoption des *Inclosure Acts*, soit un véritable coup de force social qui s'est déroulé durant un peu plus de trois siècles entre 1604 et 1914. Les différents parlements britanniques ont, au cours de cette période, adopté des législations créant de toutes pièces des droits de propriété légaux sur des terrains faisant jusqu'à cette époque l'objet d'une appropriation et d'un partage collectifs par les communautés paysannes anglaises et galloises. Les occupants de ces terrains communaux ont été chassés puisqu'un nouveau propriétaire légal leur en interdisait l'accès. C'est ce processus de transformation des rapports sociaux de production qui a rendu possible la révolution industrielle. En effet, les progrès technologiques de l'époque rendaient possible le

²⁶ Caisse des Dépôts et Consignations, Concentration de l'emploi dans les groupes et oligopolisation des marchés, Url : <https://shorturl.at/ZVH5B> Date de consultation: 29 juillet 2025.

regroupement de grandes masses de travailleurs sur un même site de production aux quatre coins de la Grande-Bretagne. Or, le mouvement des *enclosures* a privé de travail une masse importante de personnes, lesquelles ne disposaient dès lors que de leur force de travail à échanger contre un salaire. C'est ainsi que ces paysans ont été déclassés par le capitalisme et reconvertis en ouvriers dans les centres industriels naissants²⁷. Cette dynamique va se répandre dans toute l'Europe à partir de son foyer d'origine britannique.

C'est à partir de cette époque pas si lointaine que le salariat, en tant que facteur de production créateur de la richesse, va devenir progressivement la classe numériquement la plus importante mais politiquement non dominante au sein des formations sociales capitalistes. Les représentants du courant libertarien présents sur les réseaux sociaux ont tendance dans les échanges, plutôt polémiques, que l'on peut avoir avec eux à balayer d'un revers de la main ce type d'arguments pour se concentrer sur le présent et faire valoir que l'entrepreneuriat est lui aussi créateur de richesses. Sur ce point, on doit dénoncer une confusion dommageable pour la bonne tenue des débats. En effet, le fait que des fonctions de management soient, dans certains cas, exercées par les détenteurs de production ne signifient pas que cette conjonction relève de la nécessité logique la plus pure.

Pour cela, il faut un peu s'intéresser aux théories de la firme. En économie, ces débats visent à élucider un mystère auquel le cadre anarcho-capitaliste ne peut répondre dans la mesure précisément où ce dernier naturalise l'échange marchand. En tout état de cause, l'existence même d'entreprises relève d'une dynamique de socialisation de la production en lieu et place de l'échange marchand généralisé du scénario libertarien. C'est ainsi qu'une bonne partie des innovations technologiques sont le fait de la fraction du salariat correspondant aux techniciens et aux ingénieurs, lesquels subsistent grâce à la vente de leur force de travail. Par conséquent, la fonction de management pourrait très bien exister sans propriété privée des moyens de production.

En effet, chez un auteur comme Frank Knight (1885-1972)²⁸, l'existence de la firme tient à la différence entre deux concepts présents dans la vie des entreprises, à savoir le risque et l'incertitude. Le risque correspond à un ensemble d'événements identifiables *a priori* à partir des probabilités. A l'inverse, l'incertitude possède, chez Knight, un caractère de radicale imprévisibilité. L'existence de zones d'incertitude aussi profondes exige que des groupements humains, nommés entreprises, décident *a priori* du contenu de la production et des procédures qui lui correspondent. Autrement dit, si le fonctionnement concret de l'entreprise n'implique pas un recours permanent aux probabilités, c'est parce qu'elle seule peut mobiliser ce type de savoir opérationnel décisif.

Dans cette perspective, l'investissement désigne l'unique opération par laquelle une prise de risques s'effectue en attente d'un résultat aléatoire. L'investissement relève donc du seul capital alors que le facteur travail n'investit rien. Ce dernier est, au contraire, chargé (en fait, investi au sens le plus économique du terme) d'une mission définie contractuellement du fait

²⁷ Beaud, Michel, Histoire du capitalisme 1500-2010, Points Economie, Paris, 2010.

²⁸ Knight, F.H, Risk, Uncertainty, and Profit (1921), Martino Fine Books, Eastford (CT), 2014

de la vente de la force de travail inhérente à la condition salariale. L'existence de la firme résulte de la mise en œuvre d'un savoir opérationnel garantissant un surplus économique à partir de cette exploitation. Plus cette opération d'accumulation est importante, plus le savoir opérationnel déployé est efficace. Mais rien, dans cette théorie de la firme, pourtant portée par un ardent défenseur du libéralisme économique comme Knight, n'indique qu'une entreprise requérant l'emploi d'un personnel doté de savoir opérationnel spécifique et de haut niveau à des fins de réduction des zones d'incertitude doit nécessairement appartenir juridiquement à des individus présentés comme des entrepreneurs. Au contraire, l'Etat pourrait être, comme dans le modèle chinois, l'entité assurant la mise en œuvre de ce savoir opérationnel.

En fait, sur ce point, Knight s'inscrit davantage dans la lignée d'Hayek (1899-1992) et des autres libéraux conséquentialistes (ou utilitaristes) qui estiment que le libre-échange et le droit de propriété ne se justifient que dans la mesure où ils engendrent davantage de bien-être pour les personnes. Ce souci principal d'efficacité ne caractérise pas l'aile la plus radicale du libertarianisme incarnée précisément par Rothbard qui professait, pour sa part, un libéralisme de type jusnaturaliste. Cette école estime que la propriété constitue un droit naturel. Pour un matérialiste porté sur l'historicisme dans la lignée de la pensée marxienne, cette optique relève de la mythologie puisque le matérialisme historique est tout entier construit sur le postulat que le Droit renvoie à une construction sociale, certes toujours contingente et sujette à transformations potentielles mais situable structurellement dans le droit fil de nécessités productives.

L'existence de *self made men* incarnant la possibilité présentée à chacun de réussir sa liberté en devenant un entrepreneur à succès complète la vision jusnaturaliste de l'aile la plus dure du libertarianisme. La dimension mythologique de ce type d'affirmations doit là encore être dénoncée. De nos jours, l'héritage constitue bien davantage que le mérite individuel la clé de l'accès à la prospérité économique. C'est ainsi que très récemment, l'hebdomadaire britannique *The Economist*, que l'on peut difficilement classer à gauche, mettait en garde contre le fait que la fortune soit de plus en plus massivement la résultante de l'héritage tant en Europe qu'aux Etats-Unis. Selon *The Economist*, ce phénomène expliquerait la montée de forts courants anticapitalistes au sein des sociétés occidentales²⁹.

Dans ces conditions, il nous reste à comprendre pourquoi des fractions significatives de la classe salariée estiment que l'amélioration de leurs conditions d'existence passe davantage par la compétition sur le marché, y compris du travail, que via leur inscription dans la démarche de revendications collectives propre au mouvement ouvrier. Pour ce faire, il convient de décrire au mieux comment le capitalisme contemporain est en train de se restructurer de manière assez fondamentale. La plasticité du mode de production capitaliste se manifestant par une prodigieuse capacité à se réinventer n'a, en effet, pas fini d'étonner les observateurs. Cela dit, cette capacité à rebondir n'est pas infinie de telle sorte qu'à chaque époque, des contradictions se manifestent dans les processus de relance du capitalisme. Cet état de choses

²⁹ The Economist, The return of inheritocracy, édition du 27 février 2025.

ouvre d'ailleurs la porte à des bifurcations potentielles par rapport aux scénarios privilégiés par les classes dominantes.

Pour identifier la phase de redéfinition qui caractérise actuellement l'économie mondiale, nous devons nous intéresser à la progression foudroyante au cours des 20 dernières années du capitalisme de plateformes. Ces dernières correspondent aux géants du numérique que sont les GAFAM (Google, Apple, Facebook-Meta, Amazon et Microsoft). Leur influence est telle qu'aujourd'hui, nous sommes en proie à l'émergence d'un techno-féodalisme³⁰.

Ce dernier correspond au fait que suite à l'extraordinaire centralisation du capital qui a présidé à la naissance des GAFAM, nous sommes tous aujourd'hui dépendants de quelques entreprises transnationales du numérique qui nous font payer un tribut pour l'accès aux plateformes dont nous ne pouvons plus nous passer dans notre vie de tous les jours. Ces entreprises se comportent vis-à-vis des consommateurs comme les seigneurs féodaux se servaient par la force sur les producteurs de richesses au Moyen Âge qu'étaient les paysans puisqu'à cette époque, la seule production de richesses matérielles relevait de l'agriculture.

Ce monopole conduit, comme au Moyen Âge, à une sorte de fusion de l'économie et du politique. L'apparition d'une société civile distincte du Politique caractéristique de la Modernité est ici remise en cause. Voilà pourquoi par exemple, l'Etat chinois exerce un contrôle étroit sur les plateformes numériques que compte le pays. Chacun se souviendra, à ce propos, des démêlés de Jack Ma, le patron d'Alibaba, avec le Parti Communiste Chinois. A la suite de critiques émises publiquement contre le gouvernement chinois en octobre 2020, Jack Ma a disparu un temps de la circulation. Il est réapparu en mai 2021 pour annoncer qu'il quittait la vie publique. Un an plus tard, il s'installait à Tokyo où il se tiendrait désormais bien tranquille³¹.

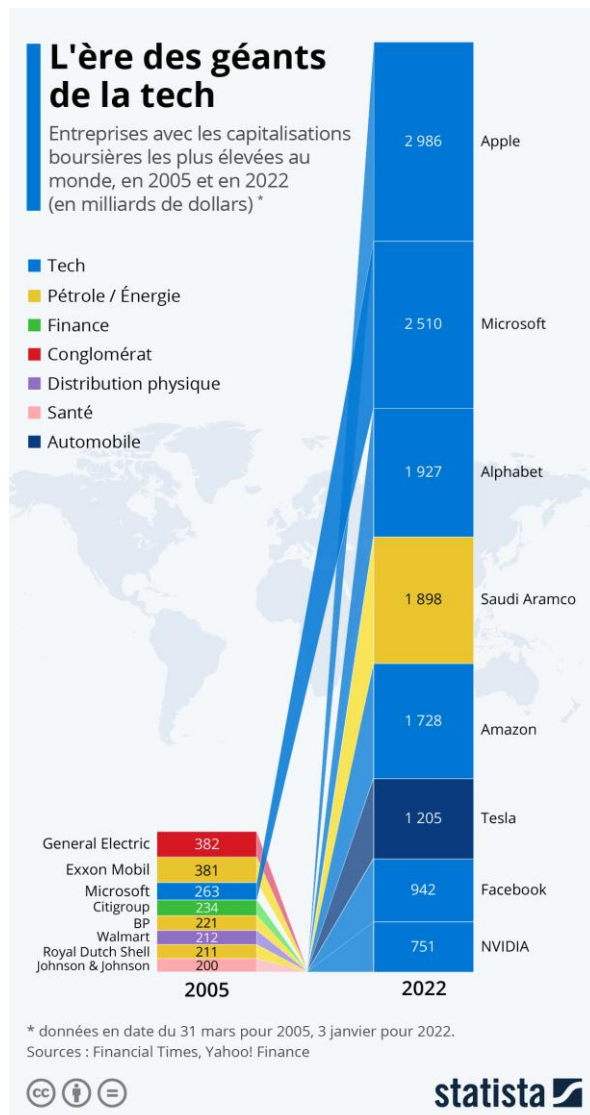
La concurrence entre ces géants du Net ne s'établit plus, dans le cadre de ce techno-féodalisme, sur la base des principes fonctionnels capitalistes classiques. Leur activité ne vise plus à créer de nouveaux produits de meilleure qualité dont l'efficacité serait améliorée mais d'essayer de multiplier les canaux leur permettant de capter un maximum de clients. C'est cette stratégie qui leur permet d'engranger des revenus. Par exemple, la concurrence entre Instagram et Tik Tok ne porte pas spécialement sur le produit offert. Au fond, il s'agit de deux plateformes de partage de vidéos au format court. Leur activité n'a pas spécialement fait grandir le gâteau à se partager sur ce segment de l'Internet. Elles se battent, en définitive, pour le partage d'un volume somme toute plutôt identique de clients. Ce faisant, elles se comportent comme deux seigneurs féodaux en lutte pour la conquête de territoires (dans ce cas précis, des smartphones) afin de mettre en coupe réglée les populations correspondantes. La connexion de ces entreprises avec le Politique est d'autant plus forte qu'en jouissant du monopole sur le stockage de l'information, elles ont mené à bien un processus de

³⁰ Cédric Durand, *Tecno-féodalisme. Critique de l'économie numérique*, La Découverte, Paris, 2023.

³¹ Les Échos, Jack Ma, le fondateur d'Alibaba, vivrait à Tokyo depuis six mois, édition en ligne du 30 novembre 2022.

marchandisation de la coordination sociale. Cette centralité des grandes plateformes peut se prouver de manière très concrète en analysant le niveau de leurs capitalisations boursières.

Figure 2. Les plus grandes capitalisations boursières en milliards de dollars. Evolution entre 2005 et 2022.



Il y a 20 ans, à l'exception de Microsoft, on ne comptait aucun géant de la tech dans les 8 plus grandes capitalisations boursières. Les activités traditionnelles comme la banque avec Citigroup, le pétrole (BP et Royal Dutch Shell), la grande distribution (Walmart), le secteur pharmaceutique (avec Johnson & Johnson) et l'industrie avec General Electric étaient, en revanche, présents en force. 20 ans plus tard, à l'exception d'Aramco, la compagnie pétrolière saoudienne contrôlée majoritairement par le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite, toutes les grandes capitalisations boursières sont sans exception liées au numérique. Le niveau des capitalisations n'excédait pas les 2.000 milliards de dollars en 2005. En 2022, il avoisine les 13.000 milliards de dollars. Autre remarque : avec BP et Royal Dutch Shell, on comptait deux géants européens (britanniques, en l'espèce) dans ce classement. Il n'y en avait plus aucun en 2022.

En son versant plus directement politique, cette concentration du capital représente une force d'influence inouïe entre les mains de quelques capitalistes. Or, ce développement de la tech contient en son sein les germes de crises à venir dans le futur. Il ne serait par exemple pas surprenant qu'à moyen terme (avant 5 ans), le marché des cryptomonnaies connaisse un krach.

En vertu du principe, très ancien, qui veut que l'on privatise les bénéfices et que l'on socialise les pertes, les géants du numérique, tout comme les autres segments du Capital, savent qu'ils devront, un jour ou l'autre, faire appel à l'Etat. C'est ici que le techno-féodalisme nourrit des accointances profondes avec la montée des droites dures (dont le libertarianisme). Pour comprendre ce point, nous devons nous intéresser à un texte, ancien mais fondateur, d'un économiste marxiste polonais, Michał Kalecki (1899-1970), consacré aux implications sociopolitiques du plein emploi. Une politique de relance très vigoureuse peut déboucher sur une situation de plein emploi et partant, ouvrir la porte à des revendications dans le chef des salariés qui disposent alors d'un meilleur rapport de forces. Voilà pourquoi le Capital se méfie des programmes politiques visant à assurer le plein emploi.

Comme l'explique Kalecki, le fascisme permet de « supprimer les objections capitalistes au plein emploi. L'aversion pour une politique de dépense en tant que telle est surmontée sous le fascisme par le fait que la machine de l'État est sous le contrôle direct d'un partenariat entre la grande entreprise et le fascisme. La nécessité du mythe des finances saines, qui servait à empêcher le gouvernement de compenser une crise de confiance en dépensant, disparaît. Dans une démocratie, on ne sait pas ce que le prochain gouvernement sera. Sous le fascisme, il n'y a pas de prochain gouvernement »³². Et comme sous le fascisme, les syndicats sont muselés, il n'y a pas de risque que les programmes de dépense publique débouchent sur un partage de la valeur ajoutée davantage en faveur des salariés. L'Allemagne nazie, par exemple, s'est à la fois caractérisée par une vigoureuse relance de son économie de 1933 à 1940 et d'une diminution de la part des salaires dans le PIB durant cette même période³³.

En tenant pleinement compte de cette accélération de la centralisation du Capital, on commence à mieux identifier les facteurs qui ont permis une victoire de la droite chez nous en juin 2024. La concentration des richesses dans des mains de moins en moins nombreuses et de plus en plus remplies amène à ce que les revenus du travail représentent une fraction toujours plus faible du PIB. Les tendances en Belgique sont, à ce sujet, particulièrement éloquentes. Pour le Plat Pays, on peut observer « une tendance longue à la stagnation du salaire brut réel (...) en train de s'installer depuis 2016. On peut aussi observer la formation d'une tendance longue à la baisse de la rémunération du travail (...) à un niveau inférieur de 2,3% du PIB par rapport à la période 2006-2014 (...), ce qui a produit un redressement considérable des profits

³² Kalecki, Michał, Political Aspects of Full Employment in The Political Quarterly, Volume14, Issue4, October 1943, pp.322-330.

³³ Bettelheim, Charles, L'Économie allemande sous le nazisme. Un aspect de la décadence du capitalisme, Librairie Marcel Rivière et Cie, Paris, 1946.

et de la rentabilité des entreprises »³⁴. La baisse de la part des salaires entraîne évidemment un manque à gagner pour la sécurité sociale, ce qui limite le niveau des marges disponibles pour assurer le financement des diverses prestations (dont les retraites).

On comprend mieux dans ces conditions le succès des flexijobs chez nous tant il devient difficile pour de nombreux travailleurs, en activité ou à la retraite, de joindre les deux bouts. D'un point de vue légal, les flexi-jobs désignent les contrats de travail complémentaires correspondant à une profonde flexibilisation de l'utilisation du facteur travail par le Capital dans certains secteurs (principalement, l'Horeca et le commerce de détail). Dans le détail, un flexi-job désigne une forme particulière de contrat de travail permettant à un salarié d'exercer un emploi complémentaire dont le salaire est fortement déprécié du point de vue du salaire socialisé. C'est ainsi que l'employeur ne devra s'acquitter que d'une cotisation patronale sérieusement diminuée (28%). De même, aucune cotisation personnelle ONSS n'est versée par le salarié avec ce type de contrats. Tant que les revenus restent inférieurs à 12.000 euros par an, aucun précompte professionnel n'est dû. Ce plafond n'est pas d'application pour les pensionnés. L'expansion des flexi-jobs est particulièrement significative. « En 2024, 229.423 Belges ont exercé un flexi-job: c'est 19,1 % de plus qu'en 2023. C'est ce que révèle le rapport annuel 2024 de l'Office national de sécurité sociale. En moyenne, un flexi-jobber preste 219,10 heures et gagne 3.342 euros par an, mais ces chiffres sont nettement plus élevés chez les plus de 65 ans »³⁵.

Dans le même ordre d'idées, la centralisation du capital implique que les opportunités de bénéfices pour les petits indépendants diminuent. C'est ainsi que 15% des indépendants en Belgique doivent essayer de se débrouiller pour vivre avec un revenu en deçà du seuil de pauvreté³⁶.

Dans ces conditions, il n'est guère difficile de comprendre le succès des programmes de droite qui ont visé les travailleurs sans emploi et les malades de longue durée. Cette désolidarisation à l'intérieur du collectif des travailleurs renvoie à une réalité de désaffiliation mise en avant depuis longtemps par le sociologue Robert Castel (1933-2013). La désaffiliation correspond à la multiplication des contrats de travail qui sortent du cadre de l'emploi classique ayant comme pierres d'angle le CDI et le statut de fonction publique. D'un point de vue formel, il s'agit, pour l'essentiel, des contrats à durée déterminée, des missions d'intérim et du travail à temps partiel³⁷. Un monde populaire appauvri et précarisé a, chez nous, comme en Argentine, décidé de prendre pour cible un Etat qui certes, les protège aujourd'hui assez mal dans une tentative de « sauve-qui-peut » court-termiste et vouée d'avance à l'échec.

³⁴ Ioakimoglou, Elias, Y a-t-il une dévalorisation du travail en Belgique?, Politique, texte mis en ligne le 22 septembre 2021. Url : <https://www.revuepolitique.be/y-a-t-il-devalorisation-du-travail-en-belgique/>. Date de consultation: 21 juillet 2025.

³⁵ ONSS, Les plus de 65 ans adoptent massivement les flexi-jobs : une hausse record du nombre de travailleurs et des revenus en 2024, communiqué du 9 juillet 2025.

³⁶ AlterEchos, Précarité : quand les indépendants font naufrage, 22 mai 2024.

³⁷ Robert Castel, Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat, Fayard, Paris, 1995.

Cette évolution découle de la restructuration en cours du capitalisme précédemment décrite. On aurait tort cependant de considérer que tout est joué d'avance en vertu d'un déterminisme économique aveugle. La conception du matérialisme historique au cœur de ce travail emprunte beaucoup à Daniel Bensaïd et vise également à constituer à sa fort modeste échelle une tentative d'identification des médiations concrètes susceptibles de s'opposer à la sempiternelle reproduction du capitalisme³⁸. Les pages qui vont suivre vont essayer de débroussailler fort grossièrement une possibilité de chemin pour mener la bataille culturelle en Belgique.

Mener la bataille culturelle en Belgique

Partons d'un constat tactique. Une opportunité de délégitimation des politiques de brutalisation sociale menées par le niveau Fédéral existe aujourd'hui dans le paysage institutionnel belge. Il s'agit de la crise bruxelloise et de la nécessité de pousser à ce qu'un gouvernement des gauches puisse voir le jour dans cette partie du pays. Cette perspective est sans doute un peu nouvelle pour les ONG et les milieux culturels *sensu lato* (mais en revanche pas pour les syndicats) où l'on se montre plus à l'aise avec les questions internationales et l'action du gouvernement fédéral (notamment la protection sociale) qu'avec le niveau des entités fédérées. Cette spécificité constitue aujourd'hui une lacune. En effet, les questions qui se posent à Bruxelles ne sont pas aussi locales qu'il n'y paraît.

Tous les francophones sont, en effet, concernés. En effet, derrière l'assainissement budgétaire revendiqué par la coalition Arizona, on retrouve une réforme de l'Etat déguisée. Pour s'en convaincre, il suffit de mentionner le fait que les réformes mises en œuvre par la coalition Arizona représenteront un manque à gagner plus important au Sud du pays qu'en Flandre. Au total, les projets du nouveau gouvernement, s'ils se concrétisent, impliqueront une facture d'1,6 milliard pour l'ensemble des entités fédérées, dont 875 millions à charge des francophones du pays à partir de 2029. En ce qui concerne la Flandre, la réforme fiscale de l'Arizona devrait occasionner une perte de recettes de l'ordre de 475 millions d'euros à l'échelon régional. Si on ajoute à ce montant les dépenses supplémentaires résultant de la limitation des allocations de chômage dans le temps (126 millions d'euros) et de la suppression de la pension maladie (147 millions en 2029), l'impact total pour la Flandre tournera autour de 748 millions en 2029, soit 127 millions d'euros de moins que la partie francophone du pays nettement plus pauvre.

Ces orientations de politique budgétaire constituent, bien entendu, la traduction de choix politiques motivés par des orientations idéologiques. De ce point de vue, il est évidemment intéressant de constater que le Ministre-Président de la Région wallonne Adrien Dolimont (MR) a révélé au Parlement wallon que les mesures adoptées au fédéral représenteront un coût de 270 millions d'euros par an. En cause, la diminution de l'impôt des personnes physiques ainsi que la limitation du chômage dans le temps. Cette nouvelle aurait dû inquiéter le nouveau chef de file de l'exécutif wallon. En effet, le gouvernement s'est engagé, dans sa

³⁸ Daniel Bensaïd, Marx l'intempestif. Grandeurs et misères d'une aventure critique (XIX^{ème}-XX^{ème} siècles), Fayard, Paris, 1995.

trajectoire budgétaire, à un effort de réduction du déficit de 265 millions d'euros pour la seule année 2025. Autrement dit, l'effort réalisé cette année par la majorité MR-Engagés sera donc annulé en 2029 par les décisions de la nouvelle coalition fédérale au sein de laquelle les francophones de ce pays sont représentés par le MR et les Engagé-e-s. La placidité de l'actuel locataire de l'Élysette tranche avec l'inquiétude qu'il manifestait lors de la campagne électorale. A cette époque, les deux partis de droite aujourd'hui au pouvoir n'hésitaient pas à évoquer un scénario à la grecque pour la Wallonie.

De deux choses, l'une. Soit la Wallonie se trouve effectivement au bord du gouffre et par conséquent, le gouvernement wallon doit s'indigner devant une facture de 270 millions d'euros. Soit la situation des finances publiques wallonnes n'est pas si alarmante que cela et la campagne électorale des partis de droite aura consisté, entre autres supercheries, à jouer sur des peurs irrationnelles³⁹.

Afin d'essayer d'y voir plus clair, commençons par scruter la cotation dont bénéficie aujourd'hui la dette publique wallonne. En novembre 2024, Moody's a confirmé la notation de la Région wallonne au niveau A3. Il s'agit d'un niveau très éloigné d'une perspective de défaut de type dette grecque.

En fait, le niveau A3, dans la méthodologie de Moody's, correspond à une dette publique de qualité supérieure-moyenne présentant un faible risque de crédit. La cotation correspondant à un défaut de paiement, dans l'échelle Moody's, est notée C. C'est la plus basse de toutes les cotes accordées par la célèbre agence de notation. Entre le « A3 » attribué à la dette publique wallonne et le « C » des dettes grecque et argentine au moment de leurs défauts de paiement, il existe très exactement 13 étapes intermédiaires. La perspective d'un défaut à la grecque s'avère, dès lors, sans fondement dans la partie francophone du pays. Cela ne signifie évidemment pas qu'il ne faut rien faire pour remédier aux défis qui attendent les finances publiques wallonnes mais, au contraire, que ce problème peut être abordé sans paniquer, avec calme et méthode.

Mais alors pourquoi ce discours dans le chef de la droite aujourd'hui? Pour répondre à cette question, il est important de comprendre que là où la gauche s'est parfois enkystée dans une approche technocratique de l'exercice du pouvoir, la droite ose aujourd'hui s'aventurer sur le terrain de la bataille culturelle et de la lutte pour l'hégémonie idéologique. La chose est évidemment piquante puisque à l'origine, Antonio Gramsci, qui a popularisé ces concepts, appartient clairement au mouvement ouvrier et à la gauche radicale⁴⁰. En tout état de cause, la légitimation du pouvoir par la technique ne permet pas de diffuser des raisons de croire et d'adhérer à un récit collectif.

Dans ce domaine, la droite semble, pour l'heure, faire mieux aujourd'hui que la gauche. C'est une première. Tout au long du XX^{ème} siècle et jusqu'au début des années 2000, c'est plutôt la gauche qui incarnait la formulation de grands récits alors que la droite se flattait surtout de

³⁹ La Première, chronique de Bertrand Henne, Wallonie, le dernier clou du cercueil?, 11 février 2025.

⁴⁰ Lire à ce sujet Macciocchi, Maria Antonietta, Pour Gramsci. Choix de textes gramsciens commentés, Seuil, collection « Tel Quel », Paris, 1974.

son pragmatisme. Il faut prendre la mesure de ce spectaculaire renversement des perspectives. Puisque c'est la droite qui aujourd'hui entend faire valider des propositions culturelles dans la conscience collective, examinons à partir de quels schèmes elle entend le faire. Cet exercice nous permettra de comprendre incidemment le calme d'Adrien Dolimont face au manque à gagner pour les finances publiques wallonnes ou encore le défi que représente Bruxelles d'un point de vue sociologique pour cette droite nouvelle.

Au départ de la réaffirmation sur le terrain idéologique des messages ultraconservateurs en Europe, on retrouve un immense travail de sape idéologique qui a commencé au début des années 2000 aux Etats-Unis. A cette époque, après la défaite de Mitt Romney face à Barack Obama en 2012, l'establishment républicain a procédé à un sérieux aggiornamento de son positionnement idéologique global. L'examen des tendances démographiques aux États-Unis avait conduit les stratèges du Parti Républicain à conclure que le vote des nouvelles classes moyennes hispaniques revêtait désormais un caractère prioritaire. Néanmoins, Donald Trump, lors des présidentielles qui ont suivi, a gagné en faisant tout le contraire puisqu'il priorisait le vote populaire blanc. La stratégie de Donald Trump ressemblait énormément aux propositions émises plus de quinze ans auparavant par un intellectuel non-académique actif dans le journalisme nommé Steve Sailer. Ce dernier avait recommandé au Parti républicain de faire grimper son score électoral en gagnant la classe ouvrière blanche en priorisant les questions sociétales à commencer par l'immigration. A cette époque, la stratégie de Sailer a été écartée d'un revers de la main par l'establishment républicain de l'époque.

Depuis la première victoire de Trump, Sailer, autrefois considéré comme un paria par les conservateurs traditionnels, est devenu discrètement l'un des penseurs les plus influents de la droite américaine. Il partage un horizon intellectuel commun avec deux penseurs plus proches des techno-réactionnaires de type Elon Musk, à savoir les Lumières obscures (courant également qualifié de néo-réaction par ses adeptes) courant représenté principalement par le philosophe anglais Nick Land et le blogueur Curtis Yarvin.

La vision du monde de ce courant philosophique très présent dans le débat intellectuel anglo-saxon rejette la conception libérale (au sens anglo-saxon) de l'Histoire. Cette dernière appréhende le mouvement historique des sociétés humaines comme aimantée par un principe continu d'émancipation collective. Ce rejet pur et simple du Progrès social a conduit les partisans des Lumières obscures à soutenir la figure du Chef (la ressemblance avec l'interview d'un président de parti vantant la direction d'un homme fort sachant cheffer dans la gestion des affaires publiques est, de ce point de vue, assez troublante) sur des bases libertaires de droite, affirmant que la dilution de la souveraineté politique au bénéfice de corps intermédiaires élargit le champ d'action de l'État, tandis que les gouvernements forts avec des hiérarchies claires ne manifestent pas de tendance à l'accroissement de leurs périmètres d'action.

L'égalitarisme démocratique des Lumières est à ce point remis en cause par Yarvin et Land qu'ils en arrivent à prôner l'élimination de la démocratie parlementaire elle-même. On doit notamment à Curtis Yarvin l'idée que la démocratie américaine constitue un échec et devrait

être remplacée par une monarchie responsable, similaire à la structure de gouvernance des grandes entreprises transnationales⁴¹. Cette volonté de placer le Politique en position de subordination par rapport à une conception enjolivée de l'entreprise et de l'entrepreneuriat se retrouve également dans l'interview d'un président de parti qui trouvait que « Marc Coucke, il a fait 100 fois plus pour le pays que 90 % des politiciens »⁴². Le courant néo-réactionnaire a donc bien pris racine chez nous. Cette citation en constitue une preuve convaincante.

Plus largement, tant Yarvin que Land appartiennent au courant très en vogue aux Etats-Unis de l'accélérationnisme visant, dans une perspective de droite, à une intensification drastique de la concentration du capital, des mutations technologiques liées à l'intelligence artificielle dans le déstabiliser les systèmes existants et de ce fait même, favoriser des transformations sociopolitiques fondamentales allant dans le sens de la mise en œuvre d'un techno-féodalisme pleinement assumé. Dans cette optique, l'égalité comme principe cardinal des politiques publiques peut et doit être battu en brèche. On retrouve ici un troublant parallélisme avec une interview donnée par le président du premier parti de Wallonie pour le magazine de la faculté de journalisme de l'ULG : « On évolue dans une société où, parmi les droits fondamentaux, on érige l'égalité au-dessus des autres. La rupture de l'extrême droite est celle de l'égalité. Ils considèrent l'existence de différentes catégories d'êtres humains. Mais l'extrême gauche ne se montre pas plus cool avec la liberté religieuse ou d'expression, voire la propriété privée. On hiérarchise les droits fondamentaux, je trouve ça grave »⁴³. A ce compte-là, Karl Marx ou Salvador Allende, qui ont remis en cause la propriété privée des moyens de production (ce qui est différent d'être propriétaire d'une maison ou d'une voiture à titre personnel) boxeraient dans la même catégorie qu'Adolf Hitler. On croit rêver...

L'anti-égalitarisme principal des néo-réactionnaires débouche sur un agenda politique précis, à savoir la destruction ce qu'ils nomment « la Cathédrale ». Laissons la parole à ce sujet à Curtis Yarvin dans son blog Gray Mirror. Le noyau dur de la Cathédrale, chez Yarvin, désigne le journalisme ainsi que les universités, « en d'autres termes, les institutions intellectuelles au centre de la société moderne, tout comme l'Eglise était l'institution intellectuelle au centre de la société médiévale »⁴⁴. Plus globalement, la Cathédrale désigne l'ensemble des acquis progressistes dans la société, des rôles de genre au multiculturalisme.

Evidemment, si le progressisme égalitaire constitue une illusion, l'impôt et la redistribution doivent être dénoncés du point de vue de leur légitimité. On se souvient, à ce sujet, de l'expression « impôt sur la mort » qui a été beaucoup utilisée par Les Engagé-e-s durant la campagne électorale. Par conséquent, si un manque à gagner provient d'une réforme fiscale, il n'y a pas lieu de s'en offusquer. Il suffira pour compenser d'aller tailler dans les budgets

⁴¹ Pour plus de précisions, lire Mark Sedgwick, *Key Thinkers of the Radical Right. Behind the New Threat to Liberal Democracy*, Oxford University Press, 2019.

⁴² Le Soir, édition du 16 novembre 2024.

⁴³ Liège Université Studiobus, Georges-Louis Bouchez (MR) : la politique au marteau et aux faux-cils, article mis en ligne le 26 avril 2023.

⁴⁴ Curtis Yarvin, A brief explanation of the Cathedral, 21 janvier 2021. Url: <https://graymirror.substack.com/p/a-brief-explanation-of-the-cathedral>. Date de consultation: 2 juin 2025.

finançant la Cathédrale, de la culture à la coopération au développement en passant par la fonction publique.

C'est ici précisément que le mouvement social en Belgique doit, dans la diversité de toutes ses composantes, s'emparer des thématiques liées aux politiques régionales. En effet, l'accélérationnisme, dont se revendiquent les néo-réactionnaires, tend à vouloir déterritorialiser la marque du Politique dans la vie des humains. Ce point mérite une explication. Les Etats modernes exercent, en effet, leur souveraineté à l'intérieur de territoires dont ils ont la charge. Par définition, la mise en œuvre de processus décisionnels par des méga-firmes transnationales jouant un rôle de suzerains par rapport au reste de la population fait sauter le verrou de la territorialisation de l'action étatique moderne. Et c'est ici qu'intervient le caractère potentiellement subversif des politiques régionales dans la mesure où elles participent à la territorialisation du Politique. Les échelons régionaux et locaux du politique nous rappellent qu'il faut nécessairement faire référence à du local pour parler aux Humains. De ce point de vue, les entités fédérées du Sud du Pays s'avèrent d'intéressantes bases territoriales pour contrer le courant néo-réactionnaire qui a indéniablement fait école en Belgique.

Commençons par la Wallonie. Les néo-réactionnaires n'y auront pas nécessairement la tâche facile au cours des 5 prochaines années. En effet, s'il est vrai que d'un point de vue socioculturel, les Wallons sont restés assez conservateurs, ils sont également restés attachés à des valeurs de gauche dans le domaine socioéconomique, quand bien même ils ont plébiscité des partis de droite lors des élections de juin 2024. C'est l'une des très intéressantes conclusions d'une enquête menée par le Centre d'étude de la vie politique (Cevipol) de l'Université libre de Bruxelles (ULB)⁴⁵. Critiquer le gouvernement le plus à droite qu'ait connu la Wallonie depuis plus de quarante ans et lui opposer des alternatives revêt donc une valeur symbolique forte de réactivation d'une culture populaire ancrée à gauche.

En ce qui concerne Bruxelles, la dimension multiculturelle de la ville pose incontestablement problème à la droite qui monte. Les positions néo-réactionnaires sont, en effet, traversées par une étrange contradiction. D'un côté, elles entendent déterritorialiser l'action du Politique tandis que d'un autre, elles se montrent hostiles aux mouvements migratoires et au multiculturalisme. Une interprétation possible de cette contradiction consiste à mettre en évidence le caractère paupérisant pour des pans entiers des classes moyennes des pays occidentaux de la concentration du capital qui accompagne logiquement l'accélération de l'accumulation en cours. C'est ici qu'intervient la fonction de légitimation des élites économiques par l'exacerbation des passions xénophobes ou des pulsions ethnocentriques que l'on retrouve dans l'exaltation des valeurs occidentales par les néo-réactionnaires. C'est dans ce sens que le vice-président américain J.D. Vance a prononcé, lors de la 61^{ème} Conférence de Munich sur la sécurité qui s'est tenue du 14 au 16 février 2025, un discours de désapprobation

⁴⁵ Caroline Close, Pascal Delwit, Audrey Vandeleene, Émilie van Haute, Les dynamiques du vote en Wallonie le 9 juin 2024. Premiers éléments Centre d'étude de la vie politique, Université libre de Bruxelles (ULB), 21 juin 2024. Url : <https://cevipol.phisoc.ulb.be/fr/les-dynamiques-du-vote-en-wallonie-le-9-juin-2024-premiers-elements>. Date de consultation : 19 février 2025.

à l'endroit des dirigeants européens, les accusant de ne pas être à la hauteur des « valeurs occidentales ».

A l'échelle de la Belgique, un territoire comme Bruxelles, s'il parvenait à se gérer avec un gouvernement de toutes les gauches dans sa diversité et sa coexistence très pacifique entre populations de tous horizons, pourrait saper symboliquement une dimension fondamentale du discours néo-réactionnaire consistant à offrir à des populations occidentales profondément déclassées par la montée des inégalités un sentiment de réconfort dans la célébration d'une illusoire supériorité culturelle. La chose tombe sous le sens. Si les descendants des grandes migrations maghrébines et subsahariennes qui, depuis les années 1960, ont façonné le visage de Bruxelles aujourd'hui étaient en mesure de gérer la capitale de l'Europe, et ce, en fraternité avec le reste de la population bruxelloise, il serait plus difficile pour les tenants de l'économie politique techno-féodale (et c'est l'orientation idéologique principale de la droite aujourd'hui, y compris en Belgique) de présenter les inégalités liées à la mise en œuvre de son modèle de mal-développement comme inévitables et en fin de compte, naturelles puisque produites par une civilisation présentée comme la plus grande existant sur Terre.

Le multiculturalisme, l'antiracisme et l'internationalisme peuvent, dès lors, se combiner pour territorialiser des résistances à l'emprise des néo-réactionnaires sur nos sociétés. La possibilité, encore très relative à l'heure où ces lignes étaient écrites (31 juillet 2025), de voir tomber le gouvernement fédéral sur les questions de la reconnaissance de l'Etat palestinien, ainsi que la possibilité d'imposer des sanctions à l'encontre d'Israël, en atteste de manière assez éclatante⁴⁶. Si cette opportunité devait se concrétiser, la pression en faveur de majorités progressistes pourrait alors peut-être changer d'échelle et englober toute la partie francophone du pays puisque Les Engagés et le MR ne sont pas franchement sur la même longueur d'ondes concernant ce dossier.

Plus globalement, on peut dire que les politiques régionales sont de nature à sanctuariser l'idée de Progrès social sur certains territoires. En ces temps où la Cathédrale progressiste s'effrite un peu partout dans le monde, pour reprendre une métaphore chère aux néo-réactionnaires, s'intéresser aux politiques régionales revient en fin de compte pour la gauche et le mouvement social à édifier, partout où c'est possible, des chapelles et des églises (c'est une image évidemment) qui rappelleront aux sociétés humaines que la guerre de tous contre tous ne profite, en fin de compte, qu'aux classes dominantes.

⁴⁶ Business AM, Conner Rousseau (Vooruit) dreigt met regeringscrisis over standpunt Gaza, 31 juillet 2025.

Conclusion

Face à la montée des nouvelles droites, il importe, comme nous venons de le voir, de « reterritorialiser » l'action du politique. Ce sera un défi pour le mouvement social dans les années à venir. On retrouve, au passage, un vieux mot d'ordre des luttes urbaines et environnementales de la fin des années 1970.

On n'aurait cependant tort de considérer de ce point de vue que l'Histoire est un éternel recommencement. En effet, les temps ont changé depuis cette époque. Il y a quarante ans, bien peu d'économistes auraient parié sur le fait qu'on ne retrouverait plus une seule firme européenne parmi les capitalisations boursières les plus importantes de la planète et que parmi cette élite des entreprises capitalistes, on ne signalerait plus qu'une seule firme liée à l'exploitation de l'or noir alors que toutes les autres appartiendraient à un secteur lié aux progrès de l'électronique. On notera que de surcroît, le niveau de ces capitalisations dépassait, il y a deux ans, les 13.000 milliards de dollars.

Ce chiffre vertigineux donne une idée de l'impressionnante centralisation du capital qui s'est opérée depuis le changement de cadre macroéconomique opéré après le tournant qu'ont représenté les élections de Ronald Reagan et Margaret Thatcher. A cette époque, personne, dans le champ politique belge, n'affirmait que l'impôt était profondément illégitime à la manière, par exemple, d'un Murray Rothbard. Il y a précisément un lien entre l'émergence de ce discours de type libertarien-réactionnaire et la montée d'un techno-féodalisme prédateur dans la mesure où un niveau aussi élevé d'accaparement des richesses correspond aussi à une pression à la baisse des moyens sociaux d'existence disponibles pour de larges couches de salariés (avec ou sans emploi), de retraités et de petits indépendants. La chose permet d'expliquer pourquoi chez nous, les flexi-jobs recueillent un tel succès. C'est ici que le recours à la tronçonneuse peut être invoqué contre une partie de la population présentée comme des « fainéants », qu'ils soient sans emploi, artistes subsidiés, enseignants ou fonctionnaires.

Toute propagande doit, c'est bien connu, s'appuyer du vécu pour séduire les foules. C'est ici qu'intervient l'expérience Milei en Argentine. Sur les réseaux sociaux, dont certains sont décidément très à droite (on songera tout particulièrement à X), l'action du président argentin est présentée unilatéralement comme un succès. Ce texte a démontré que la gestion de Milei en Argentine n'avait rien d'inédit sur le plan historique, d'une part, et que l'expérience devrait, d'autre part, finir par tourner court comme chaque fois qu'un programme de type néolibéral financiarisé a été appliqué en Argentine. A partir de ce constant, on peut d'ailleurs vérifier que les contextes argentin et belge sont à ce point différents (pour ne pas dire, antagonistes) que transposer sans autre formes de procès des éléments de politique publique d'un territoire à un autre s'avère fondamentalement hasardeux. Pour autant, miser sur l'échec, attendu, de Javier Milei pour espérer enterrer la grande vague réactionnaire qui affecte la vie politique de nombreux Etats occidentaux ne serait pas moins téméraire. Une réponse plus complète doit envisager la mise en avant d'une contre-argumentation de nature théorique ainsi qu'une proposition de stratégie politique du côté de la praxis.

En ce qui concerne le versant théorique, ce travail ne prétend évidemment pas apporter un point final à un débat qui sera sans nul doute de longue haleine. Plus modestement, il tente de poser les bases méthodologiques permettant de formuler un certain nombre d'objections aux propositions libertariennes. En particulier, il convient de dénoncer sa vision idéologiquement orientée et anhistorique du fonctionnement du capitalisme réellement existante.

D'un point de vue plus stratégique, ce texte défend l'idée que la crise politique à Bruxelles constitue une fenêtre d'opportunité pour y mettre sur pied un gouvernement d'union des gauches. Ce dernier pourrait administrer la preuve que des alternatives réalistes et praticables à l'austérité pure et dure du fédéral peuvent être mises en œuvre, sans nier, pour autant, l'urgence de remettre de l'ordre dans les finances publiques de la capitale. Plus fondamentalement, une des caractéristiques des nouvelles droites qui montent réside dans leur ethnocentrisme. C'est sans doute une des raisons permettant de comprendre à quel point ce courant politique tend à vouloir jeter le discrédit sur la Région de Bruxelles-Capitale et sa multiculturalité. L'histoire nous a déjà, en effet, prouvé dans le passé que l'exaltation ethno-nationaliste constitue un dérivatif généreusement offert aux classes subalternes lorsque les restructurations du capitalisme débouchent sur une aggravation des inégalités.

La bataille culturelle ne fait que commencer. Puisse ce texte avoir quelque peu contribué à ce que notre camp social se prépare au combat. Ne nous leurrions pas. Ce dernier risque, d'ailleurs, d'être plutôt long...